

N°4  
**JANV.**  
**2011**  
REVUE  
THÉORIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

**P.23** REVUE DES MEDIAS

**LES MÉDIAS ET LA  
CRISE DE LA ZONE  
EURO**

Par **ALAIN VERMEERSCH**

**P.30** SCIENCES

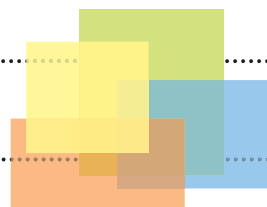
**INTERNET ET  
REPRÉSENTATIONS  
DE LA TRANSFORMATION**

Par **FRANK MOULY**

LA REVUE DU  
**PROJET**

▶ **P.6 LE DOSSIER**

**COMMENT CHANGER DANS  
LA MONDIALISATION ?**



Mot de la rédaction : nous sommes satisfaits que nos dossiers fassent réagir. Vous pouvez continuer à apporter vos contributions sur les dossiers précédents.

Dans les prochains numéros, le dossier laisse place dorénavant à des textes qui aideront à la préparation des conventions nationales qui se dérouleront durant les six premiers mois de 2011. La première est inaugurée avec la question : comment changer dans la mondialisation ?

L'équipe de la revue

## SOMMAIRE

### 4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

#### 6-15 LE DOSSIER

#### COMMENT CHANGER DANS LA MONDIALISATION ?

Rencontre avec **Bertrand Badie**

Mondialisation : revisiter la puissance

**Nasser Mansouri-Guilani**

Changer dans la mondialisation ou changer la mondialisation ?

**Mimouna Hadjam**

Mondialisons les luttes féministes

**Francis Wurtz**

Unir autour de projets transformateurs

**Jacques Fath**

L'ambition dont la France a besoin

**Andrés Perez**

La France, au service de notre « terre comme » ?

**Yves Dimicoli**

Pour un monde de co-développement

### 16 COMBAT D'IDÉES

**Gérard Sreiff** : A quoi pense le Medef ?

**SONDAGES** : La politisation des jeunes

### 19-22 NOTES DE SECTEURS

**Olivier Dartigolles** Parti de la gauche européenne : nouvelle dynamique, nouveaux enjeux

**Frédéric Genevée** 90<sup>e</sup> anniversaire du PCF, démarche et raisons d'un succès

**Yann Le Pollotec** Pour une politique industrielle créatrice d'emplois et répondant aux besoins humains

**Denis Durand** Pour une construction européenne dégagée des marchés financiers

### 23 REVUE DES MÉDIAS

**Alain Vermeersch**, Les médias et la crise de la zone euro

### 25 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

### 27 AGENDA APPEL À COMPÉTENCES

### 28 COMMUNISME EN QUESTION

Entretien avec **Jean Salem** Vers quels lendemains ?

### 30 SCIENCES

**Frank Mouly** Internet et représentations de la transformation

### 32 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS



## DES CONVENTIONS NATIONALES POUR QUOI FAIRE ?

**V**ous le savez, notre dernier Congrès a décidé de l'organisation de plusieurs Conventions nationales afin de travailler à l'élaboration de notre projet, charge ayant été confiée au Comité du projet élu par le Conseil national d'en assurer l'organisation.

### OÙ EN SOMMES NOUS ?

Après plusieurs réunions du Comité du projet, celui-ci propose de réunir trois Conventions nationales en février, avril et mai prochain. Trois thèmes seraient à cette occasion l'objet d'un travail approfondi : 1) Changer le cours de la mondialisation et de l'Europe : un engagement pour la France 2) Une nouvelle étape du progrès humain : l'écologie sociale pour changer notre mode de développement et enfin 3) Liberté et démocratie : l'intervention citoyenne, une révolution pacifique.

Nous proposons que soient associés au travail de ces Conventions à la fois des personnalités, communistes ou pas, invités à l'initiative des Fédérations, du Conseil national du parti ainsi que des intellectuels, des membres de la société civile, du syndicalisme ou d'autres mouvements sociaux.

Une chose est claire : l'ambition n'est pas de réaliser un programme exhaustif mais de se concentrer sur les propositions et les enjeux les plus identifiants pour le changement. Au fond, tenter à travers tout ce travail d'élaborer les piliers essentiels d'une politique de contestation et de dépassement de l'ordre capitaliste.

Afin que ce travail de Convention ne se résume pas à d'aimables causeries à intervalles répétés, le

Comité du projet s'est fixé comme objectif d'écrire un rapport qui sera issu des Conventions, débattu en leur sein, et permettant aux communistes de disposer d'un document de travail argumenté en vue de leur prochain Congrès. Par ailleurs des auditions – qui seront rendues publiques – précéderont à chaque fois les Conventions nationales et permettront ainsi un travail préalable.

Dans cet esprit le présent numéro de *la Revue du Projet* entame le défrichage du sujet de la première Convention nationale. Je dois dire à cette occasion que nous sommes à nouveau en grande difficulté sur la parité de nos intervenants et intervenantes. Si l'intention de départ était la parité, le résultat final est très éloigné du fait des réponses que nous avons reçues.

### APPEL À DEVENIR RELAIS DE LA REVUE DU PROJET

Des nombreux déplacements que j'ai faits dans le pays, je tire la leçon que *la Revue du Projet* est encore largement inconnue des cercles militants. Bien sûr ici et là des initiatives sont prises, bien sûr nous recevons des encouragements, tout cela est vrai mais le cercle est beaucoup trop étroit.

En cette nouvelle année, toute l'équipe vous invite à devenir relais de *la Revue du Projet* et à contribuer à sa circulation autour de vous. Cela prend peu de temps : un envoi groupé à vos contacts, un clic et vous contribuerez ainsi à sa diffusion.

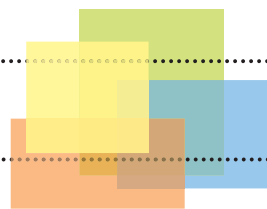
Je veux conclure cet éditto, plus formel que par le passé, pour vous présenter tous nos vœux pour l'année qui s'ouvre. Les enjeux sont considérables. À

l'échelle de la grande histoire, les temps de paix sont des temps relativement rares. Or nous vivons une période où des nuages lourds s'accumulent à l'horizon. L'union européenne est devant des difficultés réellement considérables. Les politiques d'austérité et la poursuite de la guerre économique font courir un risque majeur au projet européen lui-même. Les enjeux énergétiques et d'accès aux matières premières conduisent à la montée en puissance des affrontements des principales puissances économiques mondiales. Nos démocraties sont affaiblies et le système médiatique réduit la politique à la loi du marché, de "l'offre" et de la "demande".

Tout cela est vrai. Et pourtant ce tableau noir est à la mesure du défi qui est toujours devant nous. La démocratie a mis plus de 2000 ans pour traverser l'histoire et pour structurer, avec moult imperfections et défauts, moins d'un quart des nations du monde. Cet état du monde est donc la réalité du poids des responsabilités de celles et ceux qui se sont fixés pour tâches de défendre l'hypothèse d'un progrès nouveau des civilisations humaines.

La politique est donc moins que jamais un jeu dérisoire de télé réalité. La politique est une nécessité vitale pour une civilisation en danger. ■

« Contrairement à ce que nous avons annoncé, nous ne sommes pas en mesure de publier ce mois-ci une fiche de synthèse sur les Services publics. »



« Depuis des années, j'espérais que le parti allait sortir enfin de l'indifférence dans laquelle il baigne (ignoré par beaucoup) en se mettant à travailler, à élaborer le Projet - et pas simplement en parler - et le faire connaître. Il me semblait nécessaire d'y faire travailler (intellectuel collectif) tous ceux qui conjuguent volonté et compétence..(..) La naissance de la revue n'a été signalée, sauf erreur, qu'une fois dans *l'Humanité*. » ■

ALAIN TRIBOULET

4  
« J'ai fait connaissance, lors d'une récente visite d'une exposition de photographies dans le hall du bâtiment du Pcf, du numéro un de la revue d'octobre 2010 (revue théorique mensuelle du PCF). J'ai été très intéressé par ses différentes rubriques et informations diverses (Forum des lecteurs, revue des livres, agenda, dossier) qui m'ont rappelé un peu l'époque où je fus abonné aux cahiers du communisme. Une seule demande à vous faire : cette revue est-elle susceptible d'être servie dans le futur aux communistes désireux de se former ou de s'informer qui en feraient un outil de réflexion personnelle ? » ■

DANIEL FIRMIN

**Nous continuons à étudier la faisabilité d'une version papier, avec abonnement. Nous ne manquerons pas de vous en tenir informer. ■ LA RÉDACTION**

« Le dossier sur « l'École » publié dans la revue n°3 du projet est un projet permettant, véritablement, comme l'écrit Marine Roussillon en préambule de son article, d'assurer à tous « un accès égal à un enseignement de qualité, visant l'émancipation individuelle et collective ». Toutefois, je regrette, que cette visée communiste, ce cap fondamentalement politique, n'apparaisse qu'au détour d'un article alors qu'il devrait être structurant de toutes les propositions faites dans ce dossier. Il est indispensable que cette visée figure dans un « éditio » qui ne se contenterait pas de relever l'idéologie capitaliste sans donner à voir la philosophie communiste. Si nous voulons donner de la visibilité au projet communiste affichons clairement en préambule cette visée émancipatrice individuelle et collective seule porteuse d'une transformation sociale radicale remettant en cause jusqu'à l'Etat. Affichons-la comme « cap politique » dans le débat à gauche en lieu et place du moyen pour y parvenir, l'excellente idée de « refondre l'école sur le modèle de l'élève qui n'a pas d'autres ressources scolaires que l'école ». Au quotidien du terrain, c'est ce « cap politique » de l'émancipation qui porte toutes perspectives transformatrices partageables avec tous ceux qui souhaitent que ça change, autrement dit qui exigent que l'aliénation produite par le système capitaliste s'achève enfin. Seul ce « cap politique », porté uniquement par les communistes, est aujourd'hui audible. C'est aussi ce « cap politique » qui permet au projet communiste d'être ce mouvement réel abolissant l'état actuel en offrant la possibilité d'œuvrer au quotidien au dépassement des réformes en cours tout en acquérant du pouvoir d'agir. C'est paradoxalement le cas pour « le socle commun » et « la masterisation néolibérale » qui s'ils doivent être radicalement rejetés politiquement doivent également, au jour le jour du métier de chacun des acteurs de l'éducation nationale, être interrogés et orientés, tout aussi radicalement, vers cette émancipation individuelle et collective. » ■

LUC ANTOINE

# FORUM DES LECTEURS

Depuis la naissance du premier numéro en septembre 2010, ils ont contribué à la rédaction de *La Revue du Projet*, soit en rédigeant des articles, soit en réagissant à ceux-ci.

Nous les en remercions !

Et maintenant, à votre tour...

Daniel Besse, Emilie Lecroq, Marine Roussillon, Annick Davaisse, Stéphane Bonnery, Sébastien Laborde, Marie-France Vieux-Marcaud, Nicolas Bonnet, Christine Passerieux, Régis Regnault, Jean-François Bolzinger, Claire Pontais, Stéphane Bonnery, Emmanuel Hoffmann, José Tovar, Ian Brossat, Luc Foulquier, Yves Dimicoli, Jean-François Téaldi, Yann Lepolotec, Nicolas Dutent, Jean-François Doussin, Patrick Kaczmarek, Danièle Lebaill, Anicet Le Pors, Paul Boccara, Geneviève Azam, Jean-Michel Gaveau, André Brunstein, Gérard Piel, Claude Chavrot, Michel Rizzi, Jean-Michel Drevon, Denis Durand, Catherine Mills, Jacques Fath, Jean-Luc Gibelin, Alain Hayot, Nicolas Bonnet, Harmut Rosa, Gérard Chouteau, Anais Rodriguez, Joel Goubert, Michel Wenig, Jean Gardette, Fernand Frances, Edouard Hesser, Francis Velain, Pascal Arros, Janine Guespin, Anne Buquet, Nicolas Langlois, Philippe Misrahi, Albert Ancona, Bruno Pouvelle, Guillaume Quashie-Vauclin, Philippe Pivion, Sébastien Elka, Olivier Gebhurer, Isabelle Lorand, Laurent Bonneli, Nicole Borvo, Serge Garde, Gilles Garnier, Philippe Aoustin, Gilles Poux, Santiago Serrano, Jean-Michel Daquin, Xavier Compain, Alain Morin, Laurence Cohen, Hervé Bramy, Yvon Quiniou

Pages réalisées par **CÉCILE JACQUET**

JANVIER 2011 - LA REVUE DU PROJET

**Comment changer dans la mondialisation ?**

La question est complexe et ne souffre pas de raccourcis.

Le Parti communiste français inscrit son combat dans sa volonté de rendre possible une alternative aux logiques capitalistes en France et dans le monde.

Comment penser les transformations et les conditions pour les rendre crédibles, dans l'interpénétration des enjeux et des réalités en pleine mutation ?

**La Revue du Projet a décidé de poser la question à sept personnalités.**

Communistes et non communistes, économistes, syndicalistes, associatifs, journalistes, spécialistes en relations internationales, ils donnent leur point de vue. Une fois la vision prospective définie, les interrogations et les pistes proposées se situent d'abord dans le chemin à emprunter et le comment faire. Ce sera l'objet de l'une des trois conventions nationales décidées par le congrès du PCF. Cette première convention aura lieu le 19 février 2011.

**MONDIALISATION : REVISITER LA PUISSANCE**

**Rencontre avec Bertrand Badie, Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, enseignant-chercheur au Centre d'études de recherches internationales ( CERI )**

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 9 DÉCEMBRE 2010 PAR **JEAN-MARIE DOUSSIN ET CÉCILE JACQUET**

● **Comment caractériseriez vous aujourd'hui la mondialisation ? Dans vos recherches vous développez notamment l'idée que la puissance militaire et économique a de moins en moins d'emprise pour résoudre les conflits ?**

**BERTRAND BADIE :** Comment caractériser la mondialisation et le rôle de la puissance dans la mondialisation ? Ce sont deux questions différentes. Alors, d'abord comment la caractériser ? C'est très difficile car c'est un mot que l'on emploie et on est rarement attentif au sens qu'on doit lui donner, d'où les malentendus et les fausses controverses.

**Je dirais que la mondialisation a trois caractéristiques : la première est l'inclusion.**

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, et dans l'histoire des relations internationales, l'international inclut tout le monde, formellement de manière égale. Autrefois le système international se limitait à un continent ou à un morceau de continent. Les relations internationales au XIX<sup>e</sup> siècle, relevaient d'un grand morceau de l'Europe, mais uniquement de l'Europe. Dans l'entre-deux-guerres encore, les États-Unis n'étaient pas totalement entrés dans le système international et bien entendu les pays d'Afrique et d'Asie étaient sous le joug colonial, donc hors du système international.

Avec la décolonisation, la mondialisation a pu se construire à l'échelle du monde tout entier. Il reste très peu de pays colonisés. Bien sûr quelques drames subsistent, comme la Palestine... mais les Nations unies viennent d'inclure tous les peuples, se présentant avec leur drapeau, leur armée, leurs diplomates, leur État. Ce n'est pas rien, car encore une fois ce n'était jamais arrivé dans l'histoire. C'est la première fois que nous devons compter avec tout le monde.

Ce qui implique déjà une conséquence énorme. À savoir que si notre monde est totalement inclusif, **les contrastes**

**sociaux entre pays deviennent un enjeu majeur des relations internationales.** Lorsque le système international était limité à un petit nombre d'États, ceux-ci connaissaient un développement économique, social, culturel de même nature. Aujourd'hui, la mondialisation fait que sur le même bateau se retrouvent les États-Unis et le Népal, ou la Chine et le Malawi. Les écarts existant entre les différents acteurs deviennent tellement grands que leur importance constitue un enjeu essentiel, tellement plus important que la classique compétition politique !

**Deuxième caractéristique, la mondialisation rend interdépendant ce qu'elle inclut.** Toute relation internationale reposait auparavant sur l'idée simple de la souveraineté, la juxtaposition d'États souverains, qui du coup étaient en compétition voire en guerre, ce qui était le stade paroxystique de la compétition. Aujourd'hui, les États deviennent tellement dépendants sur le plan de leur économie, de leur société, de leur information, sur le plan également de l'environnement et de l'écologie que l'on est conduit à inverser la proposition d'autrefois et à établir que **la sécurité de chacun dépend de la sécurité de tous les autres.** Jadis, chacun construisait sa propre sécurité. Il est donc très difficile de faire entrer dans les mœurs l'idée que notre sécurité dépend de la sécurité de tous les autres, des Africains, ou encore des pays de l'Amérique centrale ou d'Asie...

Cela veut dire aussi que notre sécurité n'est plus uniquement militaire, elle est devenue humaine. Ce qui menace l'homme aujourd'hui, c'est bien sûr les armées des autres et quelques fois hélas ses propres armées, mais c'est aussi et surtout toute une série d'enjeux sociaux, économiques, culturels, sanitaires, alimentaires. **Les vraies menaces aujourd'hui sont associées aux épidémies et à la faim dans le monde, et moins aux compétitions militaires.**

La faim dans le monde tue 2 800 personnes toutes les trois heures. C'est-à-

dire autant que l'attaque du World Trade Center. C'est dire que l'humanité est plus menacée par la faim que par une hypothétique bombe atomique iraniennne ou nord-coréenne. Et pourtant, ce dont on parle médiatiquement c'est plus de ces questions que de l'homme ou de la femme qui souffre et meurt de faim. Il faut s'attendre et, cela très vite, à ce que l'homme ou la femme qui meurt de famine cesse de mourir en silence et se révolte violemment.

De même, il faut penser que le paludisme, par exemple, tue 1 à 2 millions de personnes par an, que la dysenterie infantile tue plus de 2 millions d'enfants par an. On ne sait pas regarder dans la bonne direction quand il s'agit de dire ce qui menace l'homme et la femme dans le monde. Les princes et les diplomates ne savent décidément pas bien gérer notre nouvelle modernité.

**La troisième caractéristique, c'est la communication.** Tout le monde peut communiquer avec tout le monde sans médiation temporelle ou politique. Faible est la capacité des Princes de contrôler des échanges si nombreux et si denses. Cela veut dire que la distance et la territorialité ont perdu de leur pertinence politique. De même, la frontière a perdu de son efficacité. Du coup, **chaque individu devient un acteur international potentiel.** C'est cela aussi la mondialisation. Chaque individu a une part d'autonomie et d'information qui lui permet d'agir directement sur la scène internationale, qui n'est plus livrée seulement aux États, aux soldats et aux diplomates. Le prince ne peut plus se cacher derrière le paravent de sa souveraineté.

● **Est il possible de produire de la régulation sociale au delà de la souveraineté des États ?**

**BERTRAND BADIE :** Les puissants sont aujourd'hui sous la surveillance d'une opinion publique internationale. Un drame qui se passe, une violence, une pression quelque part dans le monde et c'est l'opinion internationale qui en est témoin ; on ne peut pas dire que l'on ne sait pas.

La puissance s'en trouve prise de vertige et elle peut être frappée d'inefficacité. C'est vrai notamment de la puissance militaire. Comme nous sommes maintenant dans un monde où les relations intersociales sont plus importantes que les relations interétatiques, la capacité

des armées à pouvoir construire un ordre ou un pouvoir capable de contenir une violence ou une mobilisation s'en trouve considérablement affaiblie. Il est évident que face aux enjeux de la mondialisation, la puissance perd de sa capacité.

Le grand drame, c'est que l'on n'a pas su voir les nouvelles formes d'une conflictualité qui ne se limite plus au choc des États, mais qui dérive de sociétés malades de sous intégration sociale, malades de marginalisation, malades de sous-développement, de sociétés qui de plus en plus se crispent vis-à-vis de l'ordre international ou de leur propre Etat dictatorial. Les chars, les bombes face à ces mobilisations ne peuvent pas grand chose.

Du coup, c'est toute la puissance qui est revisitée : Depuis 1945, plus petit que soi peut mettre en échec une très grande armée. Nous autres français nous en avons fait l'expérience avec nos guerres de décolonisation. Les États-Unis en ont fait les frais au Vietnam. Une guerre est quelque chose qui ne se gagne plus et ne se perd plus aujourd'hui, ce qui prouve un décalage énorme entre l'instrument militaire et les nouvelles données sociales.

Mais il y a plus profond : **si véritablement la mondialisation vaut interdépendance, elle donne une prime fantastique au faible sur le fort.** Le plus puissant devient l'otage du plus faible. Parce que c'est du faible que vient la précarité, l'incertitude ; du coup cette faiblesse peut se transformer en nuisance.

L'instabilité crée des contraintes pour le puissant. L'Europe aujourd'hui est l'otage des plus faibles. La paix dépend des pays les moins intégrés dans la mondialisation. Finalement, les États les plus pauvres jouent le rôle de la classe ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque la paix sociale ne s'est faite que par un immense effort d'intégration.

La mondialisation sera réussie, si nous parvenons à créer, produire une intégration sociale internationale, capable de prendre en charge la sécurité sanitaire et environnementale.

● **Pour vous, les identités sont de moins en moins universelles et de plus en plus culturelles ; pouvez vous expliciter cette notion ?**

**BERTRAND BADIE :** **L'identité a toujours été le thermomètre de l'histoire.** C'est le

grand symptôme des lignes de faille de notre vie internationale. L'identité, c'est la manière dont je me définis d'abord par rapport à l'autre, la façon dont je construis l'altérité. Quand on était dans la bipolarité, tout ou presque renvoyait à l'opposition est-ouest, entre le socialisme et le capitalisme. Ces identifiants idéologiques étaient de très grands marqueurs d'identité. Nous sommes confrontés aujourd'hui à un monde qui est clivé en fonction de son degré d'intégration. L'identité devient alors un double marqueur, un marqueur d'exclusion ou un marqueur de crainte devant l'autre qui risque de remettre en cause notre domination ou notre mode de hiérarchisation. **Du côté des faibles, l'identité est un instrument de résistance au dominant qui donne lieu à des crispations très violentes et très injustes aussi parfois.** L'islamisme, par exemple devient une banderole contre la domination. Parmi les dominés, il existe des micro-identités qui, en situation de crise, peuvent être sublimées et générer des violences, comme au Rwanda, en 1994, lorsqu'il faisait face à un grave défaut de gouvernance. Si l'on se situe en occident, notamment en France, cette flambée identitaire est devenue hélas familière, avec l'épisode de cet été, où les inquiétudes face à la mondialisation, les peurs face à l'autre peuvent déboucher sur une réaffirmation caricaturale de l'identité nationale, avec un instinct de supériorité exacerbé qui peut mener au racisme.

La tendance aujourd'hui est de reconstruire l'altérité de façon souvent infamante, dans une banalisation de l'infériorité. Le rapport Nord-Sud se crée sur un racisme ordinaire, l'homme occidental étant placé au dessus des autres. Les autres vont réagir de manière aussi injuste et surtout de manière violente, à cette supériorité assumée. Les mêmes excès de part et d'autre, se renforcent mutuellement

● **Mais alors, comment construire un monde de la différence, du respect et de la coexistence, sans inventer de nouveaux espaces institutionnels à l'échelle planétaire ?**

**BERTRAND BADIE :** Il faut repenser le politique : celui-ci est aujourd'hui, avec la crise, activement recherché, sans qu'on sache où le trouver sous la forme qui soit la plus efficace. On sait que le marché ne peut pas s'autoréguler. La main invisible ne remet pas les choses en ordre. Tout le monde, à droite ou à gauche, a compris

qu'il fallait un retour du politique. Seulement, on ne sait plus où est le bon politique, efficient et légitime.

Le recours à l'Etat est certes souhaitable, mais l'Etat ne peut plus faire seul ce qu'autrefois il pouvait faire de manière souveraine. On a pensé aux grands ensembles régionaux, ils n'ont pas répondu à l'appel et on assiste même à une crise des institutions régionales.

On a essayé ensuite la diplomatie de club, comme le G8 et le G20, mais cet instrument s'est révélé inadéquat et

inefficace. Une oligarchie qui domine par l'exclusion des autres attise inévitablement le ressentiment, et crée de nouveaux désordres.

Personnellement, j'ai une foi très forte en l'unité de la sphère internationale. Mais là aussi on est bloqué. Les Nations unies sont en hibernation. Elles ne peuvent pas fonctionner en l'état. L'adhésion à la puissance a gagné sur la logique du droit. Des éclaircs innovants existaient dans la politique d'Obama, mais ses limites ont été vite atteintes.

**Un ultime recours, l'opinion mondiale.** Et là quand même c'est le vrai message d'espoir, alors qu'elle accède désormais plus facilement à l'information.

Il s'agit donc de faire comprendre aux dirigeants, que la raison n'est pas dans la charité mais bien dans une utilité bien comprise. Une assurance sur la survie du monde qui commande une vraie redistribution. Sans celle-ci, on va vers de nouvelles tensions. **Là encore, l'intérêt de chacun réside dans l'intérêt de tous. ■**

## CHANGER DANS LA MONDIALISATION OU CHANGER LA MONDIALISATION ?

**La question n'est pas anodine. La façon de la poser conditionne déjà la démarche à initier. Au-delà du discours idéologico-politique d'inspiration libérale, le concept de « mondialisation » renvoie à un ensemble de réalités dont la prise en compte est indispensable pour trouver des solutions dans l'intérêt des peuples. La crise en cours, avec ses conséquences graves pour les travailleurs porte aussi des coups importants à l'idéologie libérale. Cela ouvre de nouvelles possibilités pour changer cette mondialisation.**

PAR **NASSER MANSOURI-GUILANI\***

### UN CAPITAL FINANCIER SURACCUMULÉ AVEC UNE FORTE EXIGENCE DE RENTABILITÉ

La mondialisation correspond à une nouvelle phase du développement du capitalisme caractérisée notamment par une suraccumulation du capital financier dans un contexte de profondes mutations technologiques – la révolution informationnelle – et de généralisation des politiques de déréglementation et de libéralisation.

Cette suraccumulation du capital financier avec une forte exigence de rentabilité s'impose à tous les agents économiques où qu'ils soient et quelle que soit leur importance. Elle amplifie les inégalités non seulement entre les pays voire entre les régions mais également à l'intérieur de chaque région, de chaque pays. **Nouvelles technologies et politiques libérales aidant, le capital dispose à présent d'une capacité sans précédent de mise en concurrence, à l'échelle mondiale, des travailleurs et des systèmes socio-productifs.** L'abandon des pans entiers de l'activité dans les pays dits développés et leur délocalisation vers les régions où les normes sociales et environnementales sont plus laxistes,

voire non existantes, est la forme brutale de cette mise en concurrence. Le patronat, tout comme les libéraux, en profitent aussi pour faire du chantage et imposer aux travailleurs des conditions sociales et salariales moins favorables.

**Cette mondialisation ouvre néanmoins de nouvelles possibilités de rassemblement et de luttes. En particulier, les nouvelles technologies de communication facilitent la connaissance des problèmes et des difficultés, de même que la réflexion et les actions communes à une échelle sans précédent à travers le monde.**

### UNE COMPLICITÉ COUPABLE

On entend souvent les dirigeants d'entreprises justifier tel ou tel licenciement ou délocalisation au nom de la mondialisation : ils auraient aimé préserver les sites voire augmenter emploi et salaires, mais hélas la mondialisation serait là pour les rappeler à l'ordre. Il en est de même en ce qui concerne les responsables politiques. Avec la crise grecque, puis irlandaise, ils découvrent un autre prétexte : le FMI, la Commission de Bruxelles. Certains responsables politiques, à l'instar de ceux de la France, prétendent même prendre les devants

en annonçant des programmes d'austérité avant que le FMI ne frappe à leur porte !

**Ces manipulations, ces pseudo-arguments visent à camoufler les facteurs principaux qui configurent la mondialisation en cours. Celle-ci résulte des stratégies de ses principaux vecteurs : les entreprises et notamment les firmes multinationales dans l'industrie, dans les services, dans la finance ; les États qui mettent en place des politiques favorables à ces firmes et plus généralement au capital ; les institutions multilatérales – tout au moins les trois principales d'entre elles à savoir le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) –, qui émanent des États et qui les obligent à mettre en œuvre des politiques antisociales d'inspiration libérale.**

Si les travailleurs, en l'occurrence les travailleurs français, sont mis en concurrence avec ceux des autres pays, c'est à cause des pratiques des firmes multinationales, des grands groupes et leurs sous-traitants qui sont obligés de les suivre.

Si les capitaux financiers ont la possibilité de circuler librement, et de ce fait d'imposer leur volonté et leurs exigences partout dans le monde, c'est parce qu'ils profitent des politiques de libéralisation décidées et appliquées par les États.

Enfin, si les institutions multilatérales sont en mesure de dicter aux États des politiques injustes et antisociales, c'est bien parce qu'elles ont l'aval de ces mêmes États.

**Tenir compte de l'imbrication des actions de ces trois principaux vecteurs de la mondialisation en cours est indispensable pour créer des conditions de son changement.**



**L'IMPÉRATIF DE SOLIDARITÉ**

La crise financière et économique qui sévit dans le monde depuis 2008 et ses conséquences sociales graves mettent en évidence, pour ceux qui en doutaient encore, que la mondialisation va de pair avec la globalisation d'un certain nombre de problèmes.

**L'économie politique de la mondialisation fait référence à ces problèmes à travers la notion de « biens communs mondiaux » dont le nombre s'élargit : la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'accès à l'énergie et à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation, le réchauffement climatique, la pollution de l'air et de façon plus générale les problèmes écologiques...**

**Les effets dévastateurs de l'hégémonie du dollar, de même que la « gestion » de la crise financière, économique et sociale en cours ont mis aussi en lumière les faits que dans une économie globalisée la monnaie et la « gouvernance mondiale » font également partie intégrante des biens communs mondiaux.**

**Enfin, la montée de la xénophobie et des tendances nationalistes liées à cette crise confirme que la paix et le désarmement constituent, plus que jamais, des biens communs mondiaux.**

Cette crise montre que même si les problèmes peuvent paraître de différents ordres, les causes sont les mêmes.

En France, par exemple, 300 000 emplois ont été supprimés en 2009, et le chômage, la précarité et la pauvreté se sont développés. Dans la même année, 100 millions de personnes de plus, soit l'équivalent d'une fois et demie de la population de la France, se sont trouvées en situation de faim.

Ce serait une grave erreur de tenter de mettre en opposition ces données, de relativiser les souffrances des uns, en l'occurrence ici celles des Français qui ont perdu leur emploi et qui se trouvent en situation de pauvreté, sous prétexte que les problèmes sont graves ailleurs. Ou, pis encore, de prétendre qu'il vaudrait mieux d'abord « balayer devant nos portes », de s'occuper des problèmes des Français. De telles idées, nourries par l'extrême droite, ne feraient qu'aggraver la situation.

L'enjeu consiste précisément à trouver, simultanément au travers d'un processus constructif, des solutions au problème du chômage et de la pauvreté en France, et de réduire les souffrances des milliards d'individus sur cette terre qui n'ont pas suffisamment de moyens pour vivre

décemment et faire entendre leur voix.

**De nouvelles solidarités sont impératives pour construire une alternative à la mondialisation en cours.**

**LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS ET NOUVELLES POSSIBILITÉS DE LUTTES**

Aussi paradoxale que cela puisse apparaître, la mondialisation ne met pas fin à la solidarité des travailleurs. Au contraire, elle étend le champ de cette solidarité.

Dans un monde globalisé, la solidarité n'est pas uniquement une question de mœurs, de l'ordre affectif et politique. La solidarité des travailleurs se confirme désormais au travers des processus de production. Cette nouvelle solidarité porte la lutte des classes aussi à l'échelle mondiale.

La compréhension de cette réalité et sa traduction dans les luttes demeurent un enjeu majeur pour les travailleurs.

Comment expliquer, par exemple, aux salariés français qui voient leur entreprise fermée et délocalisée vers tel ou tel pays, que ce ne sont pas les travailleurs de ce pays qui volent leur emploi, mais bien le capital qui délocalise pour surexploiter les travailleurs de ce pays et accroître sa rentabilité ?

Plus difficile encore, comment bâtir des stratégies de lutte à partir de cette communauté d'intérêts des travailleurs ?

**La crise en cours offre de nouvelles possibilités de rassemblement et de luttes. Elle confirme l'échec des thèses libérales promettant la prospérité en échange de la promotion des intérêts du capital ; thèses que résume bien le fameux « théorème de Schmidt » : les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois du lendemain. Cette crise résulte de la contradiction fondamentale du système capitaliste : pour maximiser sa rentabilité, le capital dévalorise le travail.**

Le contexte de mondialisation facilite cette dévalorisation qui prend plusieurs formes : faible évolution des salaires eu égard à l'évolution de la productivité apparente du travail, accroissement des cadences, développement de la précarité, etc. L'armée de réserve voit ses rangs élargir aux nouvelles catégories de travailleurs sous-employés et précaires.

La dévalorisation du travail conduit à une baisse de sa part dans les richesses qu'il produit, au bénéfice du capital. Le phénomène est global. L'insuffisance des débouchés – du fait de la pression permanente sur le travail et l'insuffisance de la demande émanant des sala-

riés – qui s'observait jadis dans un cadre plutôt national, se profile désormais dans un champ plus vaste, régional voire mondial. La rentabilité du capital devient dès lors problématique dans la seule sphère productive. D'où la fuite en avant dans la financiarisation.

**La financiarisation n'est pas une simple dérive du système. Elle résulte des contradictions internes du système et les amplifie. Elle augmente l'exigence de rentabilité du capital avec ses effets dévastateurs sur la vie des travailleurs partout dans le monde.**

**CRISE DES SOLUTIONS CAPITALISTES**

L'endettement privé est appelé à pallier l'insuffisance de la demande salariale. La solution a provisoirement fonctionné aux États-Unis, grâce particulièrement au « privilège exorbitant » du dollar, la capacité de l'Etat américain à battre de la monnaie mondiale permettant aux États-Unis d'Amérique de financer leurs importations, d'où la hausse parallèle du déficit du budget de l'Etat et celui du commerce extérieur de ce pays.

**Le recours à l'endettement comme la solution à l'insuffisance de la demande salariale est par nature explosif, à cause de l'insuffisance des réponses aux besoins sociaux, le soutien de la demande par l'endettement conduit à une hausse des prix des actifs, immobiliers et mobiliers.** La nature explosive de cette solution réside dans le fait qu'il va bien falloir purger les dettes. Il suffirait que les endettés se trouvent en situation d'insolvabilité ou que les créanciers potentiels, les détenteurs de capitaux financiers et, dans le cadre des relations économiques internationales, les pays excédentaires refusent de financer les débiteurs pour que le système soit ébranlé. C'est précisément ce qui s'est produit en 2008, avec la fameuse crise des subprimes.

**Les États, les Banques centrales, le FMI, la Commission de Bruxelles qui résistent à fournir des fonds lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des peuples, sont massivement intervenus pour sauver les marchés et les capitaux financiers. Ces interventions ont provoqué de nouvelles occasions pour les spéculateurs. Avec l'effondrement des prix dans l'immobilier et sur le marché des actions, la spéculation s'est reportée sur le pétrole et les matières premières. D'où la forte hausse des prix.**

Les travailleurs et les populations des pays exportateurs de pétrole et des matières premières n'ont pas profité de

SUITE DE >  
LA PAGE 9

cette hausse spéculative des prix. Au contraire, ils ont vu leur pouvoir d'achat obéré à cause de l'augmentation des prix des matières de première nécessité. Un problème similaire se produit dans les pays consommateurs.

À présent, pour rassurer les spéculateurs, le FMI tout comme la Commission de Bruxelles et les États, surtout dans l'espace européen, mettent en place des programmes d'austérité au mépris de la volonté des peuples.

**On le voit bien, la dévalorisation du travail, la suraccumulation du capital financier, les politiques qui favorisent la spéculation financière sont des fléaux dont souffrent l'ensemble des travailleurs et des peuples.**

## DÉMOCRATIE, LE FACTEUR CLÉ DU CHANGEMENT

L'humiliation infligée récemment aux peuples grec et irlandais n'est pas autre chose que ce que les peuples africains, asiatiques et d'Amérique latine ont subi tout au long des trois dernières décen-

nies, de même que la plupart des peuples de l'Europe de l'Est depuis l'effondrement des systèmes soviétiques.

**L'avenir de l'humanité ne peut pas se fonder sur l'humiliation des peuples. Changer la mondialisation implique avant tout de rompre avec ces politiques qui méprisent les peuples, qui dévalorisent le travail pour le plaisir des détenteurs de capitaux.**

Le choix des priorités des biens communs et leur mode de financement ne peuvent être délégués aux seuls États. Cela devrait être l'affaire de tous les citoyens du monde. **La démocratie devient dès lors le facteur clé du changement.**

Démocratie au sein des entreprises. Les travailleurs doivent pouvoir gagner le droit d'intervention sur les choix stratégiques des entreprises. Il s'agit des choix d'implantation, d'investissement, de formation, de rémunération des travailleurs et des dirigeants... De ce point de vue, gagner des droits dans l'espace des firmes multinationales devient un enjeu extrêmement important.

Démocratie dans le cadre des États Nations également. Le fort mouvement populaire contre la réforme des retraites en France, tout comme la multiplication des protestations contre les programmes d'austérité dans l'espace européen, mettent en exergue les limites de la démocratie délégataire et l'écart grandissant avec la volonté populaire.

Démocratie au sein des institutions multilatérales enfin. Au-delà de la légitime revendication de l'égalité des droits de vote, les politiques de ces institutions doivent être orientées vers la satisfaction des besoins des sociaux en tenant compte des réalités et de la volonté des peuples. En s'inspirant de l'Organisation internationale du travail (OIT), une solution possible consiste à organiser une gestion quadripartite de ces institutions composée des représentants des États, des salariés, du patronat et des autres composantes la Société civile. ■

\*Nasser Mansouri-Guilani est économiste, syndicaliste, membre de la CGT.

10

## MONDIALISONS LES LUTTES FÉMINISTES

**L'oppression des femmes est peut être l'ancêtre de la mondialisation : cette transversalité de domination est la plus commune, la plus universelle dans l'histoire de l'humanité. Elle se perpétue aujourd'hui mais la généralisation du travail féminin ouvre un espace aux luttes.**

PAR MIMOUNA HADJAM\*

### L'OPPRESSION DES FEMMES, ANCÊTRE DE LA MONDIALISATION

Parler de l'oppression des femmes dans la mondialisation est difficile dans la mesure où cette oppression est l'une des dominations les plus anciennes et certainement bien antérieure non seulement à la mondialisation, comme étape du capitalisme, mais à la division de la société en classes et donc au capitalisme. Bien sûr cette oppression s'est parfaitement articulée avec le capitalisme qui en créant la séparation entre producteurs et moyens de production a inventé le travail domestique, en assignant presque exclusivement aux femmes.

Cette difficulté d'analyse est liée au fait que la domination des femmes est transversale à toutes les formes de domination dans toutes les sociétés humaines ; L'exploitation économique a une dimension féminine et ne peut être réduite à une surexploitation des femmes.

Mais on peut avancer l'idée que l'op-

pression des femmes est peut être l'ancêtre de la mondialisation : cette transversalité de domination est la plus commune, la plus universelle dans l'histoire de l'humanité.

### LA MONDIALISATION ET SES CONSÉQUENCES SUR LA VIE DES FEMMES

Cette mondialisation reste caractérisée par la mise en concurrence de toutes et tous les salarié(e)s et on a vite fait d'entrer en guerre contre les salariés chinois ou indiens accusés de prendre le travail des occidentaux, tout comme on le fait pour les femmes accusées de prendre le travail des hommes.

La mondialisation contribuerait plutôt à aggraver la surexploitation des femmes. Dans le monde, la pauvreté a aujourd'hui le visage d'une femme puisque 80% des pauvres sont des femmes.

Au Nord les femmes forment la majorité des travailleurs pauvres avec l'extension du travail à temps partiel, et malgré la difficulté d'obtenir des chiffres sexuels, on le sait les femmes forment à tous âges

et à tous les niveaux de qualification l'essentiel des chômeurs.

Tous les services publics comme l'accès à l'eau, l'électricité, les transports en commun sont violemment attaqués ; les systèmes de santé sont démantelés et cette situation fait que les femmes subissent de plein fouet ces régressions car cela se traduit par une augmentation de leur charge de travail gratuit, d'autant plus que les crèches sont diminuées, voire supprimées comme dans les pays de l'Est, les écoles de plus en plus privatisées et nous ne sommes pas du tout à l'abri en France de voir supprimer les écoles maternelles au profit de jardins d'enfants. Dans les pays pauvres, les femmes sont vite écartées de la scolarisation quand les écoles deviennent payantes ; ce sont encore elles qui sont privées de soins et de vaccination quand la médecine devient payante.

Les paysannes ne sont pas mieux loties car avec l'augmentation des cultures intensives elles sont de plus en plus repoussées vers des terres moins fertiles, entraînant ainsi des menaces sérieuses pour leur sécurité alimentaire et celle des enfants.

### LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

L'aggravation brutale des conditions de vie, combinée avec des rapports sociaux très patriarcaux, a pour effet d'augmen-

ter la violence dont les femmes sont les premières victimes.

Au moins une femme sur trois, c'est-à-dire près d'un milliard de femmes ont été battues, contraintes à des rapports sexuels ou victimes de violence sous une forme ou sous une autre au cours de leur vie.

Jusqu'à 70 % des femmes victimes de meurtre ont été tuées par leur partenaire homme.

En Zambie, cinq femmes par semaine sont tuées par un partenaire homme ou un membre de leur famille ; En Égypte, 35 % des femmes auraient déclaré avoir été battues par leur mari au cours de leurs années de mariage. Aux États-Unis, une femme est battue par son mari ou partenaire toutes les quinze secondes. Au Bangladesh, 50 % de tous les meurtres commis sont ceux de femmes assassinées par leur partenaire. Au Pakistan, 42 % des femmes acceptent la violence comme un fait de leur destin ; 33 % se sentent impuissantes à réagir ; 19 % ont protesté et 4 % ont réagi en menant des actions. En Fédération de Russie, 36 000 femmes sont battues quotidiennement par leur mari ou partenaire, selon des organisations russes non gouvernementales. En Espagne, une femme a été tuée tous les cinq jours par son partenaire homme en 2000. Environ deux femmes par semaine ont été tuées par leur partenaire au Royaume-Uni. En France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son com-

pagnon. En Iran, 45 femmes de moins de vingt ans ont été tuées dans ce qu'on qualifie de « crimes d'honneur ». En Inde, on estime à près de 15 000 chaque année le nombre d'assassinats (par le feu) liés à la dot. Dans la plupart des cas, il s'agit de feux de cuisine qui semblent être des règlements de compte entre les familles. Le viol est la forme la plus violente de violence sexuelle. Le viol est également associé aux grossesses non désirées et aux maladies sexuellement transmissibles, notamment le HIV/SIDA. Une femme sur cinq sera victime de viol ou de tentative de viol au cours de sa vie. En Afrique du Sud, 147 femmes sont violées chaque jour. Aux États-Unis, une femme est violée toutes les 90 secondes. En France, 25 000 femmes sont violées chaque année. La violence contre les femmes atteint des proportions épidémiques lors des conflits. Les viols en masse sont fréquemment utilisés de façon systématique, comme arme de guerre.

Le summum de cette violence est atteint dans l'une des tortures les plus violentes subie par les femmes et les fillettes. Ainsi en est-il de la torture qu'ont vécue plus de 135 millions de petites filles et de femmes lors de leur excision ; alors que deux autres millions risquent chaque année de subir le même sort.

Face à ce niveau de banalisation de la violence contre les femmes les États ne se montrent pas du tout à la hauteur et cette situation révèle les potentialités de luttes des femmes.

**Dans les pays pauvres ou émergents le recrutement de la main-d'œuvre féminine conduit à des bouleversements dans les rapports sociaux et ébranle les traditions patriarcales : mixité de genre, brassage social, liberté plus grande de circulation permettent aux femmes, surtout aux jeunes filles de retarder le mariage forcé et à ne plus considérer le mariage comme seul statut social.** Cela les oblige à commencer à s'organiser pour faire reconnaître leurs droits de femmes travailleuses.

Et pour nous qui vivons dans des pays soi-disant riches et qui avons déjà connu cette généralisation du salariat féminin, c'est un encouragement à développer nos luttes car beaucoup d'entre nous pensions que tout était acquis.

Face à la mondialisation capitaliste, la seule issue est d'imposer la mondialisation des luttes.

**Le féminisme, parce qu'il s'attaque à l'une des plus anciennes dominations à savoir le sexisme et parce qu'il porte sa lutte dans tous les espaces, y compris l'espace privé apparaît aujourd'hui comme le courant le plus radical de ce mouvement social internationaliste. ■**

\*Mimouna Hadjam est militante associative et Présidente de l'association *Africa* à La Courneuve.

SOURCES : Rapport OMS 2002, Rapport Unicef 2003, Étude de l'ONU 2010 « The atlas of women » Joni Seager

## UNIR AUTOUR DE PROJETS TRANSFORMATEURS

**La réorientation de l'Union européenne représente, potentiellement, un levier majeur sinon décisif pour impulser des changements dans la mondialisation : telle est la conviction que cette contribution vise à étayer. Cette affirmation ne vise pas - comme on va le voir - à gommer l'importance d'initiatives politiques nationales, surtout lorsqu'elles émanent d'un pays comme la France. Elle ne découle pas davantage d'un quelconque eurocentrisme, qui serait d'autant plus dérisoire que l'époque présente est marquée par un déclin relatif de l'Union européenne, et même de l'Europe en général, dans la mondialisation.**

PAR FRANCIS WURTZ\*

L'importance d'engager maintenant ce combat - car c'en est un ! - tient, précisément, à la profondeur de la crise de légitimité que doit affronter aujourd'hui le modèle libéral régressif, autoritaire et à courte vue, défendu par une classe dirigeante de plus en plus contestée. La perspective pour les peuples européens en butte à cette politique qu'ils rejettent avec raison ne peut être de faire, chacun,

cavalier seul dans la jungle de la mondialisation, si impitoyable vis à vis des faibles. Il faut tout faire pour les unir autour de projets transformateurs dans lesquels ils puissent se reconnaître. Avec comme double axe identifiant, la construction commune d'un modèle social avancé et - indissociablement - un usage du poids et de l'autorité potentiels de cette union pour contribuer, avec le plus d'alliés possibles de par le monde, à faire émerger d'autres règles dans les relations internationales.

### TROIS EXEMPLES

Réduire substantiellement la dépendance de l'Union européenne aux marchés financiers pour assurer le développement de ses pays membres est une exigence absolue pour rendre envisageable de renouer avec le progrès social au sein de l'Union. **Cela passe par une réorientation profonde des missions et du fonctionnement de la Banque centrale européenne. Elle a, en effet, le pouvoir (illimité) de créer de la monnaie et**

peut donc, par ce biais, contribuer au financement - à des conditions très favorables - des investissements publics créateurs d'emplois, développant la formation, la recherche, les services publics, les infrastructures utiles, les réalisations dans le domaine de l'environnement, etc... Utopie que tout cela ? Non dès lors que les Européens vivent l'expérience de l'impasse dramatique du système actuel et constatent que le débat sur des financements "innovants" s'ouvre : taxation des mouvements de capitaux, "eurobonds", achat d'obligations d'Etat par la BCE... en violation des traités. C'est donc le moment d'aiguiser le débat lancé, en liaison avec les luttes remettant en cause les politiques actuelles. C'est le sens, de la proposition de créer un "Fonds européen de développement social" pour lequel la Parti de la Gauche européenne, sur proposition du PCF, a décidé de mener campagne. Le prolongement naturel d'une telle avancée serait d'agir en faveur d'une **monnaie commune mondiale** - contre la domination du dollar - pour financer le développement social et écologique à l'échelle de la planète. Et là aussi, le débat public est

déjà amorcé, notamment de la part des pays émergents. Autre exemple de réorientation politique européenne qui contribuerait à "changer dans la mondialisation" : **la promotion de normes sociales, environnementales, démocratiques de plus en plus exigeantes dans les échanges impliquant l'Union européenne**. Rappelons ce que représente la production des richesses de l'UE : 25 % de plus que les États-Unis, quatre fois plus que la Chine ; c'est donc un marché qui compte dans les rapports de force des grands groupes capitalistes. Ils ne peuvent faire fi des exigences d'un tel "partenaire". Il faudrait leur imposer une sorte de "visa d'entrée sur le marché européen". Là aussi, des précédents partiels existent, comme le programme REACH, obligeant les industriels à utiliser de moins en moins de produits chimiques dangereux. **Par ailleurs, on sait qu'aujourd'hui, la Commission européenne impose des amendes de 600 millions d'euros à des grands groupes pour non-respect des règles de concurrence. Pourquoi le même type de contrainte ne pourrait-il s'appliquer pour non-res-**

**pect de règles sociales, environnementales ou démocratiques à définir ?**

**Troisième exemple : la politique extérieure.** L'UE entretient des relations suivies avec toutes les régions du Monde. Mais leur contenu se résume, pour l'essentiel, à deux mots : libre-échange. Nombre de voix s'élèvent en faveur d'un investissement politique européen sur les grands enjeux de notre époque. Voilà même que 26 anciens responsables européens viennent de relayer cette attente en s'adressant solennellement aux actuels dirigeants de l'UE pour leur demander de fixer un ultimatum à Israël pour l'arrêt de la colonisation ! **C'est dire que les conditions murissent pour une action d'envergure en vue d'une réorientation européenne porteuse de changements dans la mondialisation.** Et la France dans tout cela ? Y-a-t-il plus beau défi que d'imaginer un gouvernement de gauche, porté par un puissant mouvement citoyen, et prenant l'initiative d'une telle innovation politique ? ■

\*Francis Wurtz est membre du conseil national du PCF.

## L'AMBITION DONT LA FRANCE A BESOIN

**Nous vivons un changement d'époque dans une mutation de civilisation productrice de lourdes incertitudes. Le capitalisme n'a pas d'option alternative ou de régulation qui puisse le sortir durablement de cette crise structurelle. Mais sans issue politique cette crise peut durer et provoquer de lourds dégâts et de dures régressions. Cette situation donne une responsabilité décisive à la gauche, aux communistes, aux altermondialistes, à toutes les forces qui veulent de grandes transformations et qui cherchent dans ce contexte le renouveau d'un indispensable internationalisme.**

PAR **JACQUES FATH\***

**P**artout, à des degrés divers, montent des aspirations à la démocratie, à l'exigence de souveraineté, de participation aux décisions. Le besoin d'éthique et de justice en politique s'affirme. Des résistances sociales et des luttes se développent en Europe notamment, jusque dans les pays émergents, témoignant d'une difficulté grandissante à légitimer un libéralisme inégalitaire et destructeur des droits sociaux. Les choses bougent en profondeur. Le mode

de développement capitaliste accumule ainsi les contradictions, les résistances mais aussi les risques de régression.

Il faut réhabiliter la notion de progrès, idéologiquement mise en cause dans cette crise systémique du capitalisme qui est aussi une crise des valeurs. **Nous avons besoin d'une approche positive de l'avenir.** Pour des relations internationales fondées sur la coopération, la solidarité et le respect des droits des peuples et de l'ensemble des droits humains. Pour une vision universaliste

et humaniste fondée sur l'égalité, sur l'exigence d'universel, le refus total des discriminations, le rejet de la pensée coloniale et néo-impériale. Pour une nouvelle ère qui pourrait être (comme dit Edgar Morin) celle de l'humanité.

Commençons par redéfinir le rôle de la France dans le monde. Trois orientations dominent aujourd'hui : un atlantisme volontariste, un néo-colonialisme français adapté aux réalités actuelles du continent africain, une insertion dans la mondialisation capitaliste et une contribution active aux développements nouveaux de celle-ci, par exemple au sein du G20.

### **LA FRANCE A BESOIN D'UNE AUTRE AMBITION POUR ELLE-MÊME, POUR L'EUROPE ET POUR LE MONDE.**

Elle doit regagner des leviers de souveraineté et des capacités d'action en faisant des choix qui la libèrent des contraintes stratégiques de l'OTAN et de la hiérarchie des puissances dominantes, qui lui permettent d'exercer des responsabilités internationales plus fortes et plus larges. La France n'est jamais aussi forte et influente que lorsqu'elle est indépendante et qu'elle

sait rassembler des alliés et des partenaires sur la base de convergences d'intérêts et de valeurs universelles. Ses capacités ne sont pas seulement la résultante combinée de ses potentialités et de ses affaiblissements. Elles sont avant tout fonction de la nature de ses propres choix.

**1. Elle doit s'engager en faveur d'un désarmement multilatéral et contrôlé pour tous les types d'armes.** Agir pour un monde plus sûr et plus pacifique par des actions simultanées et convergentes en faveur du désarmement nucléaire et du règlement des conflits au Moyen-Orient - en particulier de la question de la Palestine - car ce sont des questions liées. La France doit contribuer activement à une Politique européenne de sécurité commune complémentaire des politiques nationales, à la construction d'un nouveau système de sécurité en

Europe et dans le monde, à la dissolution de l'OTAN.

**2. Elle doit contribuer à un nouveau mode de développement en Europe et dans le monde afin d'intégrer les réponses aux besoins sociaux, aux exigences écologiques, aux nécessités de la sécurité humaine.** Obtenir la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Faire de la réduction des inégalités, l'éradication de la misère, la sortie du sous-développement, l'annulation des dettes, la fin de l'ajustement structurel... une priorité. Le sort de l'Afrique doit être pour la France (et pour l'UE) le grand enjeu du développement humain pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

**3. Le multilatéralisme et la valorisation du droit sont des conditions sine qua non d'un nouveau rôle français qui doit s'attacher à une refondation du système des Nations unies.** La

France doit agir pour que toute intervention dans le monde soit décidée sur mandat de l'ONU dans le respect de sa Charte en empêchant toute instrumentalisation de celle-ci à des fins de politique de puissance. Créer des organisations internationales de l'énergie, de l'environnement, transformer le FMI et la Banque mondiale... La France doit favoriser un multilatéralisme économique et social, international et régional, en s'inspirant de ce qui se construit à partir notamment d'initiatives latino-américaines : banque de développement au Sud, monnaie commune mondiale, monnaies régionales...

**Cet autre rôle de la France dans le monde c'est en fait l'action pour un Nouvel ordre international, pour des relations internationales plus civilisées. ■**

\*Jacques Fath est responsable des relations internationales au PCF.

## LA FRANCE, AU SERVICE DE NOTRE « TERRE COMMUNE » ?

**Des paroles aux actes. Une analyse décalée des notes accompagnant l'intervention de Nicolas Sarkozy aux Nations unies.**

PAR **ANDRÉS PEREZ\***

L'attente était énorme à New York. Le nouveau président français devait prononcer, à la tribune de l'Assemblée Générale des Nations Unies son premier discours à l'internationale. Nouvelle politique extérieure de la cinquième puissance au monde, moyenne puissance qui a néanmoins un atout : son modèle social a résisté à la crise globale et a résisté au projet ultralibéral de Nicolas Sarkozy, ceci dans un Occident jugé décadent face à la Chine et à l'Inde. Des occidentaux décadents, les français ? Ils sont à peu près 1% de l'Humanité mais produisent 4,5% du PIB mondial. En plus, souvent, on les voit tranquilles et peignards sur les terrasses des cafés, discutant avec les potes en banlieue, ou profitant d'une belle campagne. Ils ne sont plus des Occidentaux. Ils nous ressemblent de plus en plus, même en version Astérix.

C'est pourquoi ce qu'est venu faire ici le président français est si attendu. Tellurique. Il a réservé son annonce de politique extérieure à l'AG de l'ONU, et

ses conseillers ont fait savoir que c'était un choix : la France s'apprêterait à dire que les G8, G20 et autres assemblées retraits ne représentent pas l'Humanité. Et s'apprêterait à dire qu'à compter d'aujourd'hui, « la France se range du côté de l'Humanité, et contre les puissances qui nous occupent et nous colonisent ».

Le secret le plus total régnait sur le contenu exact des engagements que la France s'apprêtait à prendre. Ses conseillers ont fait savoir juste que « tout ce que dira le président, sera considéré comme contraignant ». Mais plusieurs pistes existent dans les documents internes de ses conseillers à l'international, que Macario Correa, correspondant à New York du trimestriel Now (Koidu, Sierra Leone) a pu consulter. Il en résulterait une authentique révolution copernicienne des politiques économique, écologique et internationale de la France.

La France, dit une des notes, « se place désormais comme l'une des puissances du Sud, une puissance des humains, pouvant mettre la solidité de son modèle social et la force de sa

diplomatie et de son armée, au service de la Sécurité Humaine ».

« Cela se traduit par un premier engagement : La France n'a strictement aucun ennemi parmi les peuples, c'est pourquoi elle abandonne toute doctrine de Sécurité Nationale. Par contre la France assure, à l'intérieur de ses frontières, la défense de sa Sécurité Humaine contre toutes les agressions, militaires, terroristes, financières, écologiques, capitalistiques, informationnelles ou culturelles. Quant à l'extérieur, elle prendra toutes les mesures pacifiques pour garantir et promouvoir cette même Sécurité Humaine, car tous les humains sont nos frères et sœurs ».

De ce fait, le président, selon nos sources, laisserait supposer une sortie de la France des logiques de guerre préventive. Une des notes parle, très concrètement, comme signe à l'international de suite, d'une annonce de non ouverture de la base militaire française d'Abou Dhabi. Une autre note déclare « que toutes les OPEX, et tous les accords militaires avec des pays africains hérités du colonialisme, vont être revus ». Un texte parle de « transfé-

rer l'ensemble des budgets extérieurs de coopération vers des accords porteurs entre communes françaises et communes de partout dans le monde, avec des nouvelles règles". Mais, en tout cas, toutes les notes convergent sur un point. Le président offrira "tout de suite, aux peuples du Sud, une preuve matérielle de notre volonté de changement, car le don est à la base de la Civilisation et de l'Humanisation"

La clé de voute de ce discours est le concept "Sécurité Humaine", qui n'a été jusqu'à présent l'axe extérieur d'aucun Etat. Si on recherche la signification de ce concept sur google on a l'impression que les diplomates, voire les militaires français vont avoir un travail énorme, mais avec l'avantage que ce ne sera pas pour des causes dont ils auront honte. A la tribune, le président a justement choisi de mettre en

exergue un enjeu de Sécurité Humaine, difficile à maîtriser dans l'actuel contexte de guerre économique et de destruction de la planète.

"On veut nous pousser dans une alternative stupide et calamiteuse : Soit le libre commerce mondial y compris de la Terre, des capitaux, de l'air, et de l'eau, soit ce sera la guerre commerciale à travers les monnaies et les taux douaniers". Et là, il avance la bombe sociale française: "La France dit ni l'un ni l'autre. Pas de barrières aux frontières, pas de barrières entre les peuples. La France dit : peuples unis, nous pouvons préserver notre travail et améliorer notre vie. En installant une barrière, oui, mais pas entre nos Nations. Une barrière, une protection entre nous, humains, et tout ce qui détruit notre Terre Commune".

Une première idée est avancée devant

l'ONU. "La France instaure une taxe environnementale, calculée en fonction des dégâts causés par une activité ou une production, et elle l'appliquera à tous les produits, à commencer par ceux de ses propres multinationales". Une deuxième: "la France taxe unilatéralement tout dividende, à la source ou à travers un impôt indirect sur les produits et services qui génèrent ces dividendes, afin de financer des aides à l'effort de construction de logements et à l'assainissement de l'eau dans le monde". Une troisième idée serait en réflexion : un fonds international de soutien aux migrants et de lutte contre les mafias, dont les premiers revenus viendraient des bénéficiaires enregistrés par les voraces sociétés de transferts de fonds. ■

**Andrés Perez**, correspondant à Paris du quotidien *Público* (Espagne), intervenant à titre privé, en qualité de citoyen européen.

## POUR UN MONDE DE CO-DÉVELOPPEMENT

**Du local au mondial, l'enjeu est de faire avancer, à l'appui des luttes, des propositions de transformation radicales pour maîtriser et commencer à dépasser les quatre marchés du capitalisme mondialisé, en visant une nouvelle civilisation.**

PAR **YVES DIMICOLI\***

**L'**exacerbation de la crise systémique du capitalisme en 2008-2009 a donné lieu à des interventions massives des États et des banques centrales. Elles se sont accompagnées de transformations très limitées, malgré les ambitions affichées, en visant, avant tout, à respecter les critères, les règles, les intérêts capitalistes. Aussi, les immenses fonds publics mobilisés débouchent-ils aujourd'hui sur un sur-endettement public des pays avancés avec une faiblesse rémanente de leur croissance réelle et un chômage massif relancé. Simultanément, les pays émergents sont devenus le réceptacle de la croissance financière et de la spéculation mondiales. D'où, la perspective d'un éclatement, d'ici à 2017, de ce surendettement public, dans l'Union européenne, mais surtout aux États-Unis avec l'effondrement du dollar. Il s'en suivrait une explosion de la suraccumulation mondiale de capitaux, bien plus grave encore.

Simultanément, l'exaspération des

besoins sociaux nouveaux avec les révolutions informationnelles, démographique et écologique à l'œuvre nécessitent des financements sécurisés considérables pour le développement des capacités humaines, en contradiction avec la domination des marchés financiers et du dollar.

L'enjeu, du local au mondial, serait alors de faire avancer, à l'appui des luttes, des propositions de transformation radicales pour maîtriser et commencer à dépasser les quatre marchés du capitalisme mondialisé, en visant une nouvelle civilisation.

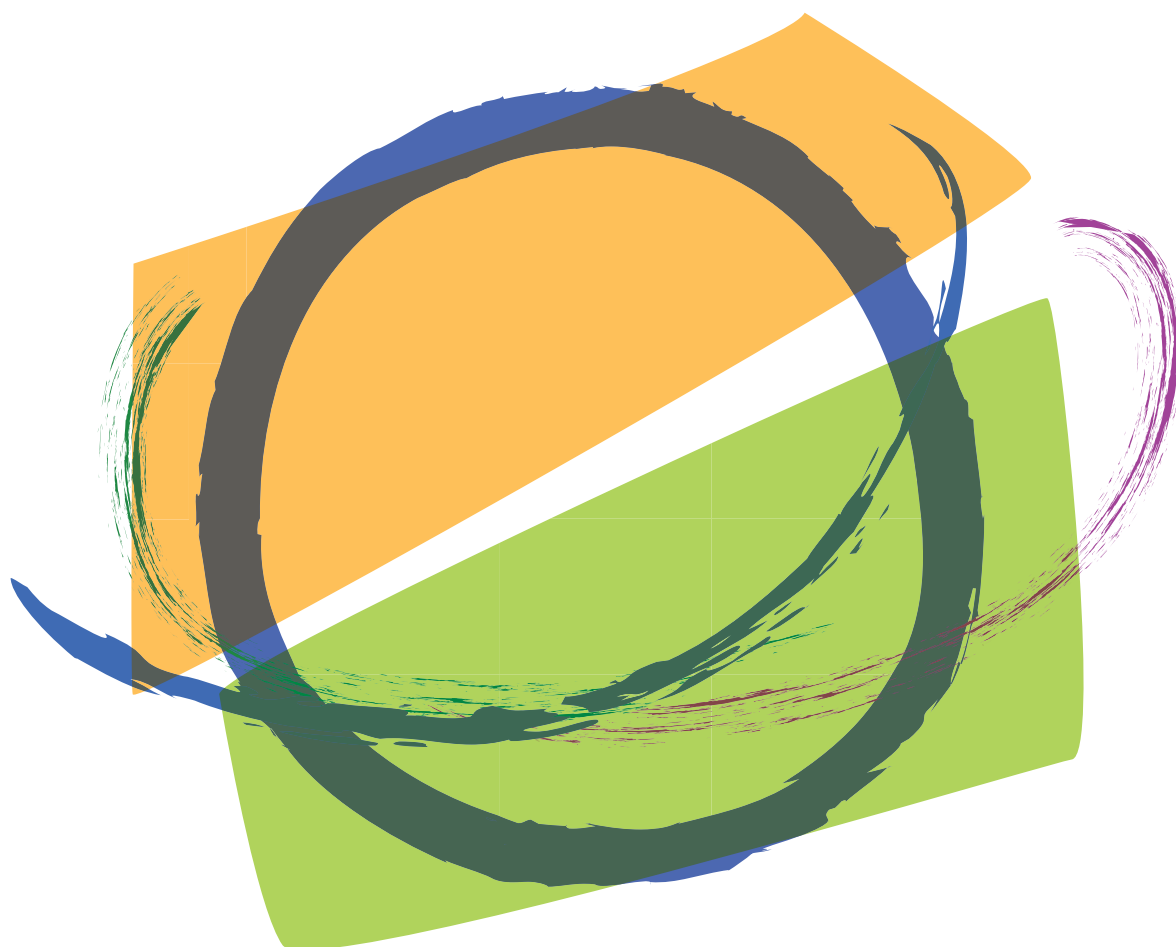
**Il s'agit d'abord des marchés du travail avec l'avancée, en Europe, vers un système commun de sécurité d'emploi ou de formation.** Pleinement réalisé, il assurerait à chacun-e voulant travailler soit un emploi, soit une formation rémunérée, pour revenir ensuite à un meilleur emploi, avec une continuité de bons revenus et de droits et des passages d'une activité professionnelle à une autre maîtrisés par chaque intéressé. Cela permettrait une éradication progressive, mais effective,

du chômage, au lieu de la « flexisécurité » des ultra et sociaux-libéraux ou des gâchis du système soviétique.

Cela concerne aussi **les marchés monétaires et financiers. Il s'agirait de promouvoir un nouveau crédit bancaire assorti de taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à zéro (et même négatifs), pour les investissements matériels et de recherche des entreprises que ces derniers programmeraient plus d'emplois et de formations.**

Cela se ferait à quatre niveaux :

- Le niveau local, avec des Fonds publics régionaux ;
- Le niveau national, avec un pôle financier public et une nouvelle fiscalité incitative ;
- Le niveau zonal, comme l'Europe avec une BCE qui refinancerait de façon sélective les banques ordinaires afin d'encourager l'essor de ce nouveau crédit ;
- Le niveau mondial, avec une refonte du FMI supprimant la minorité de blocage des États-Unis et assurant, contre l'hégémonie du dollar, la promotion



d'une véritable monnaie commune mondiale, à partir de ses Droits de tirage spéciaux (DTS).

Inséparablement, **il s'agirait d'organiser la prise de dettes publiques par les banques centrales pour financer une expansion massive des services publics en coopération.** Cela concernerait particulièrement la BCE qui, face à la grave crise actuelle des dettes souveraines européennes et de l'euro, assurerait systématiquement une telle prise, avec un Fonds de développement social.

**Troisième marché à maîtriser, celui des productions. Il s'agirait d'imposer**

**une responsabilité sociale, territoriale et environnementale des grands groupes,** avec l'avancée de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale, articulés à de nouvelles normes, réglementations et coopérations. A l'appui des luttes et conquêtes de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, on ferait reculer ainsi la rentabilité financière. Cela irait de pair avec la promotion d'un nouveau type d'entreprises publiques, une appropriation sociale et coopérative des grands moyens de production, de services et de financement.

**Il s'agit, enfin, de maîtriser le marché mondial, avec des mesures de com-**

**pensation des déséquilibres des échanges,** avec le développement d'accords de coopération d'avantage mutuel s'opposant aux dominations des puissances et des multinationales. Cela nécessiterait de remplacer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par une Organisation de coopération et s'accompagnerait de l'esaimage d'entreprises-jointes adossées à ces accords. Cela irait de pair avec la promotion des biens publics mondiaux allant de l'alimentation, l'eau, l'énergie ou l'environnement à la monnaie. ■

\*Yves DIMICOLI est responsable de la commission économique du PCF.

Des femmes ont été sollicitées pour contribuer à ce dossier. Nous sommes au regret de constater leur absence. Le regard féministe qui est le nôtre demande un fort engagement, nous continuerons à le soutenir et le faire vivre dans cette *Revue du Projet*.

L'équipe de la revue.

Par GÉRARD STREIFF

# À quoi pense le

À quoi pensent les patrons, en effet ? Au profit, dira t-on. Certes. Mais pour mieux assurer ce gain, et son pouvoir, le patronat a changé certaines de ses méthodes, il s'est remis aux études. Un temps, vers la fin des années 90, il a même fait la leçon, politique, idéologique, à une droite déconfitée avant que Sarkozy ne reprenne la main.

**E**n septembre dernier, le MEDEF tenait une université d'été très médiatisée sur le thème de « L'étrangeté du monde, mode d'emploi ». On y a débattu de tout, aussi bien du poids de la Chine que d'une question comme « Faut-il donner de l'argent de poche aux enfants ? »

Sujets consensuels, pour être dans l'air du temps ? Pas seulement. Lors de ses « universités », le patronat souhaite « se faire entendre sur des thèmes que l'on n'a pas l'habitude de traiter au cours de l'année », dit-il ; des mois durant, ses équipes répertorient « des questions que se posent les intellectuels » et qui seront au programme de sa réunion de rentrée, très courue aujourd'hui par des milliers de patrons. Derrière un apparent éparpillement des sujets, on retrouve des lignes directrices simples et libérales. Mme Parisot de ce point de vue n'invente rien, elle reprend la ligne de son prédécesseur, le baron Ernest Antoine Seillière. L'Université 2010, en effet, a été la onzième du genre, la série ayant été lancée en 2000, par deux intellectuels, deux larrons, Denis Kessler et François Ewald. Petit retour en arrière.

## PATRONAT MONDIALISÉ

En 1998, le CNPF fait place au MEDEF. C'est plus qu'un changement de sigles. Adieu le patronat de papa, oscillant entre autoritarisme et paternalisme, entretenant une vieille complicité avec un appareil d'Etat traditionnel ; bonjour

le patronat moderne, celui du temps de la mondialisation, de l'ardeur libérale et des lobbies sans frontière. Le changement d'organisation va de pair avec une rénovation idéologico-politique.

**Encouragé par Seillière, l'animateur de cette mutation est Denis Kessler,** un surdoué, surdiplômé, longtemps intime de Dominique Strauss-Kahn à l'Université Paris 10, avec lequel il co-signe plusieurs ouvrages. On les surnommait, ces deux-là, dans les années 70, les Dupont et Pondou. Assez vite, le savoir ne suffit pas à Kessler, il veut l'argent et le pouvoir. Le voici promu dans le monde de l'assurance, où il bouscule toutes les règles sociales, déstructure, restructure et gagne ses galons de patron. En 1995, il est à la vice-présidence du CNPF puis co-créateur en 1998 du MEDEF auquel il donne une cohésion idéologique. Une sorte d'intellectuel organique à sa manière. Kessler, avec son compère François Ewald, ex mao devenu universitaire, et spécialiste du risque, donne une certaine pompe à cette relance intellectuelle avec la création des Universités d'été. Leur propos est foisonnant mais l'argumentaire est précis : il faut refonder un libéralisme à la française, s'en prendre à l'Etat colbertien, militer pour le désengagement de l'acteur public du champ social ; il ne faut recourir à la loi que si la société civile est d'accord et si les négociations ont échoué. Bref il faut détricoter toute une histoire française, notamment celle de l'après guerre. C'est ce que Kessler illustrera plus tard (en 2007) dans un article de la revue *Challenge* qui fera un certain bruit : « *Adieu 1945, raccrochons notre pays au monde.* » Il faut en finir avec tout le CNR, tout ce

fatras hérité d'une ère « gaullo-communiste », le « modèle français », etc... **Ce n'est pas un retour au régime des corporations que prône Kessler mais un alignement sur les standards du marché mondial.**

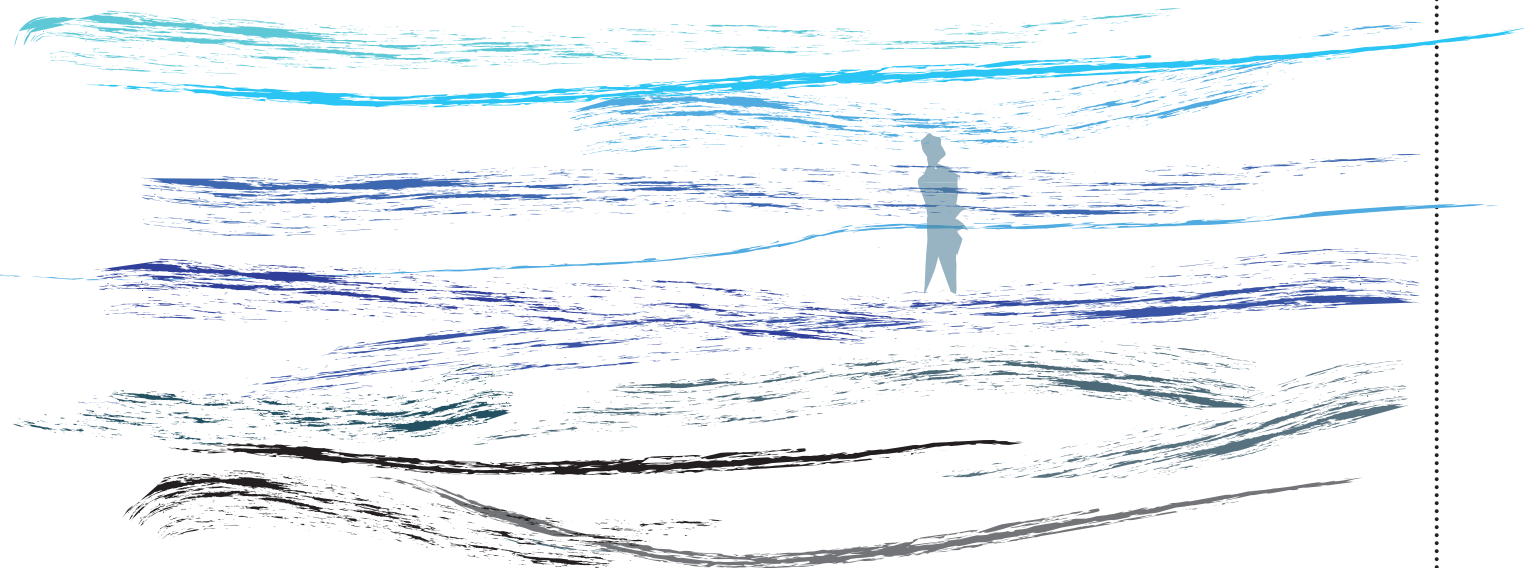
Ce projet politique s'accompagne d'un propos philosophique sur le risque. Cet aspect de l'offensive patronale est théorisé par François Ewald. Pour lui, il faut penser le risque non plus comme « une prérogative de l'entrepreneur justifiant le profit mais en l'étendant à la société toute entière ». Le risque, c'est la vie ; vive donc le risque partout, dans l'ensemble des relations humaines. En commençant par le monde du travail. Foin des statuts, protections, règlements, codes, lois, et bienvenue dans un monde de compétition permanente, de challenge, de concurrence, de conflits. Bienvenue dans la barbarie. Vivent les risquophiles, décoiffants, créateurs, libres, à bas les risquophobes, installés, pétrifiés, mortsvivants. Derrière cette rhétorique, ce qui se profile, pour le monde salarial, c'est tout simplement l'extrême fragilisation de l'individu, sa précarisation permanente, son désarmement.

## REDYNAMISER LA DROITE

Si cet aggiornamento patronal s'opère en 1998, c'est aussi parce qu'à l'époque, la droite est dans les choux. Chirac est à l'Elysée mais il déçoit les siens. On ricane dans les salons sur le roi fainéant. Où est son programme, son projet ? C'est en quelque sorte le patronat qui donne le signal de la reconquête idéologique ; et Kessler mène le train. C'est l'époque où le chroniqueur Alain Duhamel peut écrire dans *Libération* : « *Le MEDEF est aujourd'hui le seul parti*



# MEDEF ?



de droite qui fonctionne bien en France ». Il faudra attendre au moins 2004 pour voir l'UMP, capturé et relancé par Sarkozy, se mettre au travail idéologique et creuser le sillon ouvert par le MEDEF, on connaît la suite.

**La venue de Laurence Parisot en 2005 finalement ne change pas la donne.** Elle bouscule peut-être les égos et les positions personnelles de Denis Kessler dans l'organisation mais la vulgate patronale est construite, elle est sur les rails. Interrogé dernièrement par L'Express, Kessler, comme tout bon libéral, semble n'avoir rien retenu de la crise financière récente et continue d'afficher un aplomb formidable. Pour lui la crise n'est qu'une manifestation normale des cycles qui gouvernent les marchés depuis toujours ; tous ceux qui prétendent encadrer, réguler, limiter, contrarier ces cycles d'une façon ou d'une autre (marxistes, keynesiens, altermondialistes...) sont des graines de tyran. La crise, dit-il encore, a eu au moins l'avantage d'éliminer les mauvais (gestionnaires) ; il regrette que les banques et les traders soient devenus des « boucs émissaires commodes ». Ce qu'il faut à présent, c'est un « programme contraignant de réduction des déficits » et une « intensification des réformes », le laïus sarkozyste de base.

Prospère patron du monde de l'assurance, l'intellectuel Denis Kessler semble en réserve de la « république patronale ». On l'a dit tenté de disputer la place à Parisot. Pour l'heure, il fait sa pelote, on le retrouve au conseil d'administration de Paribas et de Dexia, de Dassault et d'Invesco. Et puis il a présidé, de 2008 à 2010, le club le plus célèbre de la place de Paris, *Le Siècle*. C'est là que se côtoie en effet l'« élite » du patronat, d'un certain monde politique (UMP et PS) et des grands médias. Selon un

rituel immuable, ces gens se retrouvent chaque dernier mercredi du mois dans les salons parisiens de l'Automobile club, place de la Concorde. Une façon plutôt agréable de faire passer les messages, d'ajuster un discours dominant, d'assurer une convivialité de classe à laquelle les patrons tiennent beaucoup. De son côté, François Ewald est membre du Conseil scientifique de la Fondapol, la fondation pour l'innovation politique liée à l'UMP. Le monde est petit. ■

## L'INDIVIDU LAISSÉ À LUI-MÊME

Le sociologue Robert Castel décrypte très bien cette société de risquophiles et de risquophobes que recherche le MEDEF. Ci-dessous, extrait de son intervention à l'émission de Pascale Fourier, *Des sous et des hommes*, sur Aligre FM 93.1 : « On commence à prendre conscience que, finalement, la grande transformation à laquelle on assiste dans l'ordre de l'organisation du travail, c'est cette sorte de mise en mobilité généralisée. On a d'abord été conscient des effets de cette crise du travail que sont le chômage de masse, la précarisation des relations de travail, ce qui effectivement est dramatique. Je crois qu'en dessous de cela, il y a une sorte de processus de mise en mobilité des situations de travail, qui tient à des causes comme la concurrence exacerbée ou les nouvelles technologies. C'est une mise en crise du système classique d'organisation du travail qui s'était faite sous la forme de collectifs de travail, et aussi associée à des syndicats assez puissants, à des protections sociales assez collectives, un droit collectif. Il me semble que c'est tout cela qui est remis en question actuellement. La tendance est, si on est optimiste, la responsabilisation de l'individu, mais en même temps, l'individu est laissé à lui-même. Il n'est plus supporté par ces régulations collectives. »

# La politisation des jeunes

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) étudie le rapport à la politique des jeunes générations à travers des sondages réalisés tous les neuf ans, entre 1981 et 2008.

Il en ressort que les 18/29 ans sont autant politisés que les plus de 30 ans et sont plus intéressés par la politique que les jeunes des années 1980. Leur engagement passerait moins par le vote et plus par la protestation.

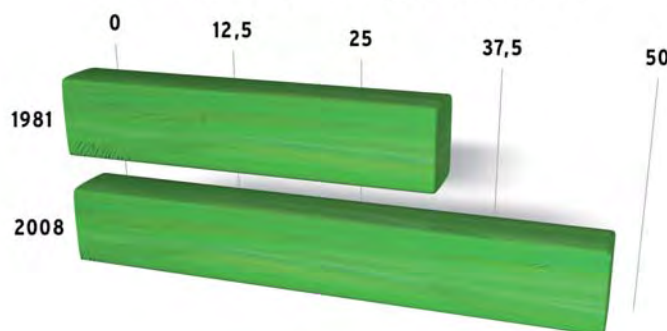
En 1981, la revendication majoritaire des jeunes est la liberté ; en 2008, la demande qui leur est majoritaire est l'égalité. Ces jeunes ne semblent pas considérer les notions de droite et de gauche comme dépassées puisqu'ils s'y réfèrent plus souvent que dans les années 1990 ou 1980. Le positionnement à l'extrême gauche a augmenté ces dernières années : de 7% de 18/30 ans en 1999 à 13% en 2008.

Ils semblent privilégier les formes de protestation directe comme les pétitions, plus souvent utilisées que dans les années 1980 ; le recours aux manifestations s'est également développé : 48% des 18/29 ans ont pratiqué ce type de mobilisation contre 34% seulement en 1981.

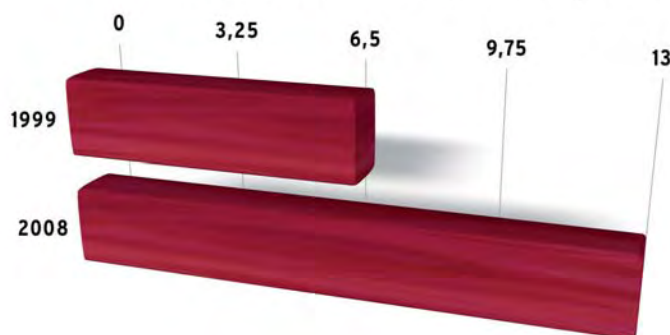
À la question : « Faut-il changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire », 11% des 18/29 ans répondaient positivement en 1981 ; ils sont passés à 24% en 2008 ; et même à 32% parmi les moins diplômés. Les plus de 30 ans eux ne sont que 14% à défendre l'action révolutionnaire.

## ÉVOLUTION DE L'OPINION DES 18/30 ANS

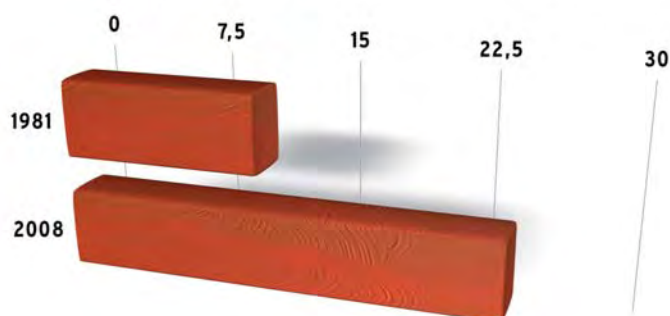
### Avez-vous déjà manifesté ?



### Vous situez vous à l'extrême gauche ?



### Voulez vous changer la société par une action révolutionnaire ?





L'Irlande et le Portugal sont confrontés aux attaques spéculatives et aux pressions des banques. **DENIS DURAND (Membre du CN, commission économie)** propose une autre politique monétaire et d'autres critères de gestion et de financement.

**YANN LEPOLOTEC (membre du CN et collaborateur au Parlement européen)** développe les conditions d'une alternative pour combattre le cancer financier ; il présente les axes d'une véritable politique industrielle créatrice d'emplois utiles.

**OLIVIER DARTIGOLLES (membre du CN en charge de l'Europe)**, dresse le bilan du congrès du PGE et de ses décisions d'actions concrètes.

**FRÉDÉRIK GÉNÉVÉE (membre du CN et responsable des archives)** confirme, après le succès des journées des 90 ans du PCF, que l'histoire participe de la reconstruction du projet communiste.

## EUROPE

### Parti de la gauche européenne : nouvelle dynamique, nouveaux enjeux

**Le 3<sup>e</sup> congrès du Parti de la gauche européenne, réuni à Paris début décembre, s'est tenu dans un moment historique, un moment clé pour l'avenir de l'Europe. Face à une situation alarmante, au développement d'une crise d'une ampleur telle qu'elle redistribue toutes les cartes et ouvre tous les possibles, pour des avancées réelles ou de terribles régressions, les décisions prises par les 27 partis membres et les 10 partis observateurs du PGE peuvent permettre à la gauche européenne une nouvelle phase de son développement.**

#### LA NÉCESSITÉ D'UN TRAVAIL PLUS COLLECTIF ET COLLECTIF

Les échanges tout au long du congrès ont permis de mesurer, au delà des diversités des situations, des traditions, des cultures politiques, la force des convergences d'analyses sur la nature de la crise, sur l'urgence d'engager ensemble des actions pour la résistance et l'alternative. Entouré des quatre nouveaux vice-présidents, membres de Synaspismos de Grèce, de la gauche unie et du parti communiste d'Espagne, du Bloc de gauche du Portugal, du parti des communistes de Moldavie et d'un trésorier de Die Linke d'Allemagne, les derniers mots du discours de clôture de Pierre Laurent, élu président du PGE, ont été un encouragement pour favoriser l'implication des adhérent-e-s de chaque parti. Alors que le PGE pourrait passer beaucoup de temps à parler de son fonctionnement, de sa vie interne, il a été décidé de prioriser l'action. L'initiative citoyenne proposée au Congrès par Francis Wurtz est sans équivalent à ce jour. **Nous allons être les premiers à utiliser cette disposition prévue par le traité de Lisbonne et dont les modalités viennent d'être précisées par le Parlement européen<sup>1</sup>.**

#### FAIRE BOUGER LES RAPPORTS DE FORCE

La campagne politique, animée par le PGE, argumentée, est en prise directe avec l'actualité européenne. Elle ne signifie aucunement que nous approuvons le traité en vigueur. Bien au contraire,

comme l'indique la résolution votée au Congrès, « nous utilisons cette procédure pour favoriser les mobilisations de citoyens contre la soumission aux marchés financiers, donc contre la logique des traités européens actuels. Nous voulons ouvrir en grand le débat politique sur ce qui ne peut plus durer et doit changer. Nous voulons faire bouger les rapports de force et arracher le plus de résultats concrets possibles ». Cette campagne s'inscrit donc dans le prolongement des grandes mobilisations populaires dans de très nombreux pays de l'Union européenne – comme l'ont encore montré les grèves et manifestations qui ont eu lieu le 15 décembre dans une quinzaine de pays européens à l'appel notamment de la CES – **elle vise à favoriser une dynamique citoyenne contre les marchés financiers, les plans d'hyper-austérité et la mise sous tutelle des parlements et des budgets nationaux.** Nous portons le débat là où cela fait le plus mal : le financement d'un fonds européen de développement social par la taxation des mouvements de capitaux et un nouveau rôle de la BCE.

De premières initiatives politiques ont été prises. Lors d'une rencontre à Madrid, le 12 décembre, à l'initiative de la Gauche Unie, avec les deux principaux syndicats espagnols, « *Construisons l'alternative sociale et de gauche* », Pierre Laurent a commencé à mettre en avant cette initiative citoyenne : « *Passer à l'action pour récupérer l'espoir* ». D'autres rendez-vous sont prévus début janvier à Berlin où Die Linke annonce une manifestation « Rage contre la machine capitaliste ». **Il fut aussi question, lors du Congrès, de l'importance des combats pour les libertés, contre les xénophobies.** Comme en Hongrie où, sans que l'Union européenne et les États membres n'y trouvent rien à redire, un régime d'ultra-droite, nostalgique des heures les plus sombres de notre histoire, puise dans tous les registres du populisme.

**L'égalité des sexes a été très présente, nous devons en faire un axe essentiel, permanent, visible des actions de la gauche européenne.** C'est un enjeu essentiel de la lutte pour l'émancipation et l'élimination des dominations.

Les délégués du PGE ont également exprimé leur détermination à agir pour la résolution des conflits et le respect des droits des peuples : Sahara occidental, Palestine, Chypre où nous soutenons le combat de nos camarades de l'AKEL pour une réunification en une

SUITE DE >  
LA PAGE 19

fédération bi-zonale et bi-communautaire sur la base des résolutions de l'ONU.

Au cours des derniers mois, des mobilisations exceptionnelles ont exprimé le besoin de justice, de démocratie et de dignité. Mais nous mesurons dans le même temps, la frustration causée par l'absence de perspectives crédibles d'un vrai changement à gauche.

L'union européenne est aujourd'hui placée devant ce défi stratégique : soit risquer la décomposition, soit accepter sa transformation. Avec l'initiative citoyenne, nous engageons ensemble, avec l'ambition d'une mobilisation de masse au plan européen et dans chacun de nos pays, en lien avec les luttes, la plus grande campagne politique d'action jamais décidée par le Parti de la gauche européenne. **Un comité national d'animation de la campagne est en cours de constitution, un bulletin d'information et des initiatives de formation seront proposés dès janvier 2011.** Nous lancerons une campagne en lien avec l'actualité européenne et nationale, une campagne d'éducation populaire, une campagne capable de faire converger les différents fronts de lutte.

**Face aux urgences sociales et politiques, pour faire exister et se développer une voie d'alternatives politiques de gauche dans l'Union européenne, le Parti de la gauche européenne a décidé d'une belle feuille de route. A toutes et tous, bonne campagne européenne. ■**

**OLIVIER DARTIGOLLES**

Responsable Europe

1) Les députés européens ont voté le 15 décembre les modalités pratiques d'un nouveau « droit d'initiative citoyenne ». Le million de signatures requis devra provenir de sept pays de l'UE, contre neuf à l'origine. La Commission devra vérifier la recevabilité des signatures au début de la collecte (la requête devra rester dans son domaine de compétence législative précisé dans le traité de Lisbonne ainsi qu'en conformité avec la charte des droits fondamentaux). Les règles devraient d'abord être transposées dans les droits nationaux dans les douze mois, ce qui ne permettrait pas une campagne d'initiative effective avant fin 2011, début 2012. Malgré les limites importantes de ce texte - la Commission étant seule juge pour donner une suite législative au contenu des pétitions- et la non prise en compte d'amendements importants portés notamment par le GUE-NGL (ouvrir le droit de pétition aux résidents étrangers, abaisser à 16 ans l'âge de participation), le PGE a décidé d'utiliser sans délai ce nouveau dispositif tout en précisant qu'il en finalisera la teneur avec associations et syndicats, après l'adoption de cette initiative par le Parlement européen.

## ARCHIVES

### 90<sup>e</sup> anniversaire du PCF, démarche et raisons d'un succès

**L'initiative des 90 ans du PCF a été un succès. Il y avait foule au siège national du PCF pour les débats, les films, le visionnage d'archives historiques, l'achat de livres... De nombreuses personnalités étaient présentes. Cette réussite permet de réfléchir à notre manière actuelle d'aborder l'histoire du communisme. Nous avons depuis longtemps abandonné l'idée d'une histoire officielle et c'est tant mieux mais comment penser politiquement l'histoire surtout quand il s'agit de notre organisation ?**

**P**remière réflexion, l'existence du communisme politique ne se justifie pas par le passé et la tradition, ce qui justifie l'existence d'un parti communiste c'est avant tout l'état de la société et de la planète dévastées par la crise du capitalisme financier et mondialisé. Ce qui est d'actualité aujourd'hui c'est le dépassement du capitalisme et une nouvelle civilisation que nous appelons communisme. Mais si le communisme est une nécessité, il n'est jamais écrit qu'il existera de lui-même ou que l'organisation qui s'en réclame est inscrite définitivement dans le champ politique. Ce qui est déterminant c'est son orientation. Si l'empreinte du PCF est encore vivace dans la société française, il le doit à des choix politiques : congrès de Tours, Front populaire, résistance... Et ces décisions sont toujours à renouveler, ce qui dégage notre rapport à l'histoire de toute instrumentalisation car il s'agit de choix à faire au présent et dans l'avenir.

Cela étant, ces choix ne peuvent pas être opérés en dehors de toute mémoire d'où nos initiatives comme celle des 90 ans. **Mais cette mémoire ne peut contribuer à nos choix que si elle est fondée sur la démarche historique et la confrontation, non sur la construction de mythes.** En politique, les mythes ont une vie réduite et se retournent toujours contre leurs concepteurs. Dans la société du XXI<sup>e</sup> siècle du fait de l'explosion des connaissances, c'est la

démarche historique évolutive et critique qui peut continuer d'inscrire notre passé dans la société et en faire un outil pour l'avenir.

**À partir de là, nous ne craignons pas la confrontation sur notre histoire comme sur celle des autres forces politiques qui seraient d'ailleurs bien inspirées d'avoir la même démarche que la nôtre...** Mais cette confrontation doit se faire - si j'ose dire - dans les règles de l'art de la démarche historique. C'est ce qui nous a conduit à mettre nos archives à la disposition de tous ceux qu'elles intéressent quelle que fût la nature de leurs hypothèses de travail, d'organiser des journées d'études et des débats où échangent historiens et témoins.

**Nous donnons à voir par cela la richesse de notre patrimoine qui est le patrimoine commun de tous ceux qui sont ou qui furent communistes.** Notre capacité à rassembler la famille communiste lors de ces journées des 90 ans tient à cette démarche. Nous reconnaissons par cette ouverture et cette mise à disposition que les archives qui sont la propriété du PCF appartiennent à toutes les générations de communistes. Mais au-delà et cela a été reconnu officiellement par l'Etat notre fonds relève du patrimoine national. Par cette reconnaissance, il est protégé et valorisé et ainsi contribue à notre enracinement et à notre avenir politique même si parfois nous pouvons être heurtés par certaines analyses des historiens. Nous avons tout à gagner de l'ouverture.

Nous avons dans notre démarche d'ouverture privilégier les archives centrales de direction car elles étaient bien conservées et leur situation géographique connue. Il s'agit maintenant comme l'ont déjà fait certaines fédérations de donner à voir les traces historiques du communisme en bas. Il faut maintenant que toutes les fédérations et les sections se soucient de leurs archives et invitent aussi les militants à sauvegarder leurs documents et trouvent les moyens de pérenniser leur conservation. Le secteur archives est à leur disposition pour y contribuer.

**Si l'essentiel de la visée communiste tient une fois encore à la situation du monde et à nos choix, les archives, les témoignages et l'histoire ne sont décidément pas une perte de temps dans la reconstruction de notre projet. ■**

**FRÉDÉRIC GENEVÉE**

comité exécutif national du PCF,  
responsable national des archives du PCF

## INDUSTRIE

### Pour une politique industrielle créatrice d'emplois et répondant aux besoins humains

Depuis 1980, l'économie française a détruit près de 2 millions d'emplois industriels. Sept axes de travail sont proposés pour en finir avec cette situation catastrophique.

De 2000 à 2007, 63 % de ces destructions résultent des conséquences de la libéralisation du commerce international.

En 2009, on estime que sur cinq destructions d'emplois industriels, trois ont été dus à l'augmentation de la productivité apparente du travail et deux aux délocalisations en particulier vers les pays émergents. Le mouvement de transfert de la production industrielle vers les pays émergents s'amplifie de mois en mois, parallèlement aux départs en retraite des salariés les plus qualifiés de la génération du Baby Boom.

Contrairement aux affirmations du discours politique dominant, jamais le nombre et la qualité des emplois industriels détruits depuis la fin des années soixante dix n'ont pu être compensés par le développement d'activités de service ou de nouveaux secteurs industriels.

Au cœur des entreprises, on substitue aux rapports de coopération, des rapports de mise en concurrence et de clients/fournisseurs. Ceci se conjugue avec une explosion de l'instabilité, de la flexibilité, la baisse des salaires réels, une grande précarité, un rationnement de la formation, une absence de promotion interne et une pression réticulaire permanente extrêmement stressante sur les salariés. On dévalorise la représentation sociale des salariés et de leur travail.

Le poids de la finance dans la gestion des entreprises et les choix stratégiques y compris celui de délocaliser, est déterminant. Nous vivons le triomphe du court terme et des actionnaires rois !

**Pour en finir avec cette situation catastrophique de l'industrie nationale, au moins 7 axes de travail peuvent être proposés :**

**Combattre le cancer financier qui détruit notre industrie.**

Ce combat passe par une maîtrise sociale du crédit au service de l'emploi, de la R&D (recherche et développement) et de l'activité. Cela passe par la mobilisation des fonds de la BEI (Banque européenne d'investissement), la mise en place d'un pôle public des banques, des assurances et du crédit au niveau national et européen mais aussi par des FREF (Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation), un FNEF (Fonds National pour l'Emploi et la Formation) et un Fonds européen pour la réindustrialisation et la relocalisation. Ces différents fonds et les pôles publics devraient se substituer aux fonds financiers, afin de fournir du crédit bonifié aux entreprises sous condition d'emploi, de formation et de recherche, mais aussi en fonction de l'utilité sociale des productions.

**La propriété intellectuelle.** La maîtrise sociale de la connaissance est devenue un terrain d'affrontement central entre le Capital et le Travail, aussi importante que l'appropriation sociale des moyens de productions et d'échanges. L'appropriation sociale des savoir-faire et des connaissances passe par la maîtrise par les salariés de la propriété et de l'usage des brevets, des copyrights, de la propriété intellectuelle, un effort massif de formation initiale et continue en faveur des filières scientifiques et techniques et la valorisation dans toutes la société de la culture scientifique et technique.

**Sécuriser l'emploi et la formation tout au long de la vie tout en augmentant les salaires et en améliorant les conditions de travail.**

De nouvelles formes d'appropriations sociales.

**Des nationalisations démocratiques** débouchant sur des réorganisations des secteurs industriels stratégiques en répondant aux besoins humains d'aujourd'hui. Par exemple: la création d'un pôle public « Energie, traitement des déchets ».

**Un autre gouvernement de l'entreprise, un autre mode de production.**

Axe, sur lequel nous avons le plus à travailler, c'est-à-dire :

- des pouvoirs d'intervention effectifs et d'initiative des salariés sur les choix de gestion, l'organisation et la stratégie des entreprises
- des pouvoirs aux citoyens sur les modes de production : que produit-on, comment, à quelle fin, où ? Dans le cadre de quels rapports sociaux

**AGIR EN EUROPE AVEC :**

- **L'abrogation des directives européennes** impliquant la séparation entre la production et les réseaux pour les services publics de réseaux. Par exemple: SNCF/RFF, EDF/ERDF Le retour aux subventions croisées, aux péréquations, aux aides d'Etat.

- **La mise en place d'une vraie politique industrielle européenne** (abrogation de l'article 110 du Traité de Rome et de l'article 157 titre 16 du Traité de Lisbonne) débouchant sur la création de groupes publics européens fondés sur la complémentarité et la mutualisation des investissements et des compétences.

- **La mise en place d'un vrai fonds européen d'aide à la réindustrialisation et aux relocalisations**, sur la base de crédits sélectifs et de véritables plans de formation.

- **Une autre utilisation de la BEI.**

- **Un investissement massif dans la recherche/développement, publique comme privée.** Pour le privé, le financement de la recherche doit passer par des outils comme les avances remboursables et par des engagements stricts sur l'emploi (créations, salaires, pérennité, localisation) et la propriété sociale des brevets.

- **De grands programmes technologiques comme Galileo** dans le cadre de structures de Groupement d'Intérêt Economique (GIE) et d'agences publiques.

**AGIR DANS LE MONDE :**

- **en remettant en cause les règles de l'OMC** (organisation mondiale du commerce) pour protéger les salariés, les citoyens et les territoires des dumpings salariaux, sanitaires, sociaux, fiscaux, et environnementaux

- **en repoussant la guerre économique** et en favorisant les coopérations et les mutualisations avec les pays émergents.

- **en refusant l'hégémonie du dollar et de l'Euro** et en agissant pour la création d'une monnaie commune mondiale comme le propose les BRIC (groupe de pays formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine).

- **en soustrayant de la loi du marché les secteurs** de l'eau, de l'énergie, des déchets, de l'armement, du logement, de la formation, de l'information, de la santé et de la culture. ■

**YANN LE POLLOTEC**

Membre du Conseil national du PCF, collaborateur à la commission européenne

## ÉCONOMIE

**Pour une construction européenne dégagée des marchés financiers**

« Vous sous-estimez la gravité de la situation ! » Cette apostrophe de Jean-Claude Trichet aux chefs d'États européens a eu, paraît-il, le don d'exaspérer Nicolas Sarkozy. Pourtant, quelques jours plus tard, la spéculation se déchaînait contre l'Irlande. Ayant financé sans complexes la spéculation immobilière, les banques de ce pays se sont effondrées dès que les marchés ont commencé à mettre en doute leur capacité à rembourser leurs créanciers. Après la « crise grecque », cet épisode témoigne de l'échec d'une construction européenne soumise aux marchés financiers.

**A**u cours des trente dernières années, la masse des capitaux financiers a crû trois fois plus vite que la création de richesses réelles, rendant inévitable des crises de plus en plus graves. Après les pertes essuyées en 2008, ces capitaux assoiffés de rentabilité ont continué à chercher fébrilement les occasions de superprofits. **La zone euro offre une cible aux attaques spéculatives.** La reprise économique y est fragile et hésitante. Les plans de relance se sont traduits par une montée en flèche des déficits publics, donc des besoins d'emprunt des États sur les marchés. Confrontés à

un renchérissement insupportable des taux d'intérêts qu'ils payent, les États attaqués tentent de réduire leurs déficits en imposant à leurs peuples des mesures d'austérité féroces. Ce faisant, ils compromettent encore plus la reprise, les rendant plus incapables de rembourser leur dette.

Sous la pression des marchés, les dirigeants allemands et français se sont résolus à mettre en place des mécanismes de garantie des dettes des pays attaqués : un fonds de 500 milliards d'euros au printemps dernier (auxquels le FMI ajoute 250 milliards) a été constitué au plus fort de la crise grecque. 80 milliards pourraient être mobilisés pour éponger les dettes des banques irlandaises. Ces mesures ne suffisent pas à rassurer les marchés, la BCE (Banque centrale européenne) s'est mise à soutenir le cours des titres publics en rachetant une certaine quantité sur le marché. Les discussions se poursuivent entre les États et la Commission européenne pour institutionnaliser les exigences d'austérité qui accompagnent ces dispositifs. Il ne s'agira donc pas de remédier à la domination de l'Allemagne sur le reste de la zone euro, ni de renier la soumission de l'ensemble de la zone aux critères de financement dictés par les marchés, ni de chercher à émanciper l'Europe de l'hégémonie du dollar.

**Que peut-on faire pour sortir de cette situation impossible ?**

Sortir de l'euro ? Ce serait entériner l'abandon de toute solidarité européenne face à l'hégémonie du dollar et faire de chaque pays, isolé face aux autres, le jouet des marchés. S'engager dans une fuite en avant vers une organisation de plus en plus fédéraliste – avec, par exemple, l'idée, populaire dans la

social-démocratie européenne, de remplacer les émissions de dettes nationales par l'émission d'« euro-obligations » représentatives de la moyenne de la zone euro ? C'est une autre façon d'entériner la dépendance de l'Union toute entière vis-à-vis des marchés.

Il existe une autre façon de financer l'économie : les banques et les banques centrales peuvent accorder des crédits par création monétaire. Un usage économiquement sain de ce pouvoir ne tient pas seulement aux politiques des gouvernements. C'est dans les entreprises et les bassins d'emplois que les luttes doivent contester les critères de gestion et de financement capitalistes, exercer une pression sur les banques pour qu'elles cessent de financer les spéculateurs et donnent la priorité aux investissements dans l'emploi, la formation, la recherche, l'économie de ressources matérielles... Des fonds régionaux, des pôles financiers publics nationaux peuvent relayer ces exigences jusqu'au niveau européen. Un Fonds de développement social européen pourrait financer des projets choisis pour leur contribution au développement des services publics, de l'emploi, du potentiel de création de valeur ajoutée en Europe. Il serait financé directement par la BCE, par création monétaire, à des taux proches de 0 %. Simultanément, la politique monétaire découragerait sévèrement les banques qui alimentent l'inflation financière. Ce serait une base pour que l'Europe converge avec les pays émergents pour s'émanciper de la domination du dollar, avec une monnaie commune mondiale. ■

**DENIS DURAND**

syndicaliste et membre de la commission économique du PCF

Par **ALAIN VERMEERSCH**

Les désaccords des dirigeants européens sur la crise financière et les plans de sauvetage alimentent le débat sur la pertinence de la monnaie unique.

## Les médias et la crise de la zone euro

### LA CRISE IRLANDAISE

Tout d'abord, la crise irlandaise a permis une avalanche de commentaires dès le 23 novembre « Irlandais au bord de la crise de nerf » pour le *Nouvel Observateur*. « Le hold-up des banquiers (*Libération*). « L'Irlande, c'est pire que la Grèce » pour l'éditorialiste des *Echos*. Le *Journal du dimanche* énonce la catastrophe « Près de 25 000 emplois dans la Fonction publique seront supprimés, les allocations sociales comme les retraites vont sensiblement diminuer tandis que de nouvelles taxes, sur la propriété et l'eau, vont voir le jour ». Pour *La Tribune* « Le phénomène de contagion de la crise irlandaise aux autres pays dits « périphériques » a pris une nouvelle ampleur ».

À partir du 29 novembre dernier, le plan européen contre la crise financière a fait la Une des quotidiens. *Le Figaro* souligne que « l'Europe se mobilise pour éviter la contagion de la crise financière » et ajoutant « L'Elysée dément catégoriquement toute menace contre la France ». *Les Echos* titre sur le « Plan de l'Europe pour juguler les crises ». *La Tribune* détaille un « Accord historique pour sauver l'euro » tandis que *Le Parisien* se demande « A qui le tour ? ».

### VERS LA FIN DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

Dans *Ouest-France* (01/12), Jean Boissonnat, journaliste économiste émérite, soutient « L'euro a la fièvre... une monnaie unifiée ne peut suffire à



définir une politique économique. Une monnaie sans Etat n'est sans doute pas viable dans la durée... on ne passe pas du jour au lendemain, d'une monnaie fédérale à un Etat fédéral ».

Le 3 décembre, Nicolas Sarkozy déclare « C'est toute la zone euro qui a décidé de se défendre » et il s'agit « d'une mobilisation absolument générale ». Selon lui, « nous avons décidé de doter la zone euro d'un véritable gouvernement économique ». « L'axe franco-allemand est indestructible » a-t-il dit. « L'Europe a besoin d'un axe franco-allemand parfaitement déterminé et totalement solide ». Cela n'empêche pas *Les Echos* de titrer « Crise de l'euro : les marchés testent la dette française » et relayent l'appel au calme de J-C. Trichet. Celui-ci avance l'idée, au lendemain de la réunion de la BCE (3/12),

« L'euro est une monnaie crédible, l'euro a conservé sa valeur en terme de pouvoir d'achat mieux qu'aucune monnaie européenne créatrice de l'euro au cours des 50 dernières années ». Il ajoutait « Nous avons un problème... de politiques budgétaires qui n'ont pas été correctes... en dépit des règles qui auraient dû être suivies ».

Françoise Fressoz dans *Le Monde* (4/12) constate le silence de N. Sarkozy lors de son entretien télévisé du 16 novembre pour ajouter « Le 24 novembre, dans son discours de politique générale, F. Fillon s'est montré un peu plus disert, évoquant les « 1600 milliards d'euros de dette française », épée de Damoclès sur la souveraineté nationale. Mais pour aussitôt assurer que « la reprise » est au coin de la rue...! On peut bien sûr admettre que la crise européenne ne suffit pas à elle-même... Mais on peut aussi défendre que le déni de réalité est porteur de défiance politique ».

G. Longuet dans une interview au *Monde* (05/12) remarque que « L'Europe est à une heure de vérité. L'euro repose sur une équivoque : c'est une monnaie commune avec des économies diverses. Il est à un niveau acceptable pour les plus forts et insupportable pour les plus faibles ». Selon lui, « La France doit parler d'égal à égal avec l'Allemagne... Les Allemands peuvent lâcher sur la BCE parce que nous commençons à travailler plus, en portant la retraite à 62 ans par exemple. Les 25 heures, c'est

une réévaluation de fait, qui a abouti depuis 10 ans à une déflation française ».

S'agissant de l'Allemagne, Patrick Artus (Natixis) relève que Berlin « a tort de réclamer que tous les membres de l'Union soient à l'équilibre budgétaire ». Ce pays « a compris que la cohésion du pays impliquait des transferts financiers (vers les Länder les plus pauvres, ils atteignent 1500 euros par habitant et par an), alors qu'elle les refuse entre pays européens ».

## DÉFENDRE L'EURO CONTRE L'ALLEMAGNE

« L'euro, une force ou un handicap ? soulevait *Le Parisien* (6/12). Laurent Joffrin peut écrire dans *Libération* (6/12) « Pour qu'une zone monétaire marche, il faut que les économies qui la composent convergent. Si les uns jouent le dumping fiscal au détriment des économies voisines, les autres le dumping social sur le dos des salariés, les disparités deviennent mortelles ». Eric Le Boucher dans *Slate.fr* (7/12) s'insurge « au lieu d'admettre que les marchés ont raison, au lieu de subir leur attaque depuis un an... en adoptant des plans de rigueur plus drastiques..., ouvrant grande la perspec-

tive d'une révolte des peuples... les politiques auraient dû haranguer les foules.. L'Europe présentait deux faiblesses... La première est l'Allemagne. Le gouvernement de Berlin a été sur le recul depuis le départ. Il en est arrivé à penser...qu'un pays pouvait sortir de la zone ou faire défaut sur sa dette... Non seulement (cela) encourage la spéculation, mais elle jette une tache indélébile sur l'euro lui-même. Deuxième faiblesse : l'absence d'union politique ».

*La Tribune* (07/12) relève que la nostalgie de l'ancienne monnaie progresse face aux arguments favorables à l'euro. « Un sondage affirmait que 57% des Allemands pensent qu'il aurait fallu conserver le mark ».

Une zone euro coupée en deux ? D'un côté, sous capitanaat allemand, l'équipe « nord euro », celle des pays vertueux (Autriche, Pays-Bas, Luxembourg, Finlande), respectueux du pacte de stabilité et de croissance, et dont la maîtrise budgétaire leur permet de financer une croissance avec des taux d'intérêt faibles. De l'autre, sous commandement français, l'équipe « sud euro », c'est-à-dire les « pays de l'olivier » : Espagne,

Italie, Grèce ou Portugal. C'est la thèse d'Hans-Olaf Henkel, ancien dirigeant patronal allemand publiée dans un ouvrage. (Nouvel Obs 10/12). "L'enjeu pour Paris est de faire comprendre à son voisin allemand qu'il a encore intérêt à demeurer dans la zone euro", souligne *La Tribune* (10/12).

Comme le rappelle avec force Pierre Laurent (08/12), « L'Europe a devant elle un choix : soit continuer sur le modèle existant et risquer la désintégration de l'UE et de l'euro, soit réorienter très profondément le modèle de coopération en Europe ». Jérôme Fourquet (Ifop) affirme dans *La Croix* « Dans notre prochain sondage, 50 % des Français pensent qu'une crise telle que celle qu'a connue la Grèce pourrait arriver en France dans les prochains mois. Et le tiers disent qu'il faut sortir de l'euro. En fait, tout est une question de vision de l'euro : charge ou filet de sécurité ? Si l'on est plutôt un bon élève, comme l'Allemagne, on peut penser que l'euro est inutile, voire que l'on paie pour les autres. Si l'on se voit comme un colosse aux pieds d'argile, c'est l'inverse ». (7/12). ■





Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

**ALAIN TOURAINE**

***Après la crise, Seuil*** 2010.

Par **PIERRE LAROCHE**

L'ouvrage s'ouvre sur une citation de J. Stiglitz : « Il est certain que des choses vont changer à cause de la crise... Mais ces changements seront-ils profonds, radicaux ? ... ce qui s'est passé jusqu'à présent augure mal de l'avenir » (*Freefall*, 2010). Alain Touraine ne propose pas, lui non plus, une analyse optimiste : il relève « la rupture imposée par les financiers entre leurs intérêts et ceux de l'ensemble de la population », entre « le système » économique et « les acteurs » sociaux. Il récuse certaines illusions réformistes : « Certains pensent qu'il faut reprendre le chemin des réformes, redonner vie à la social-démocratie. Ce n'est plus mon opinion ». Non qu'il choisisse une solution radicale, mais il l'accepte explicitement : il faut reconstruire une société dans laquelle les maîtres de l'économie seront obligés par l'Etat de tenir compte des réactions et intérêts de la population.

Comment faire ? Pour Touraine, la réponse à la crise réside dans la construction d'une morale sociale, traduite dans des revendications juridiques individuelles. Puisque nos institutions sont aussi incapables de résoudre les problèmes économiques que les problèmes écologiques, il propose d'opposer les droits de l'homme à ceux qui ne pensent qu'à accroître leurs profits. « L'affirmation de la défense des droits universels de l'homme [est la] seule arme possible contre le triomphe apparent de l'économie globalisée ». Ce projet est résolument tourné contre d'autres réponses possibles. A. Touraine exclut « la reconstruction de sociétés industrielles, avec leurs objectifs productivistes appuyés sur des technologies nouvelles, le rôle central des grandes entreprises, des syndicats et de nouvelles

méthodes de négociations collectives ». Il affirme qu'il « redoute comme la peste toute association entre la science et l'idéologie politique » ; et oppose avec insistance le « sujet », qui se formerait en dehors du champ social, sous l'effet de mouvements collectifs plus culturels que sociaux, au « système ». Il choisit donc d'ignorer les contradictions du système économique et ses potentialités émancipatrices, au profit d'une opposition quelque peu manichéenne entre le « social » (qui serait du côté du « sujet » et de ses droits) et l'économie, qui serait nécessairement un « système » source d'oppression. En outre, Alain Touraine ne cesse d'affirmer l'absence de réactions organisées des salariés et de la population à la crise, occultant les mouvements sociaux récents et leur ôtant toute signification. Il est vrai que ces mobilisations vont à l'encontre de la thèse de l'auteur selon laquelle la volonté d'indépendance n'est qu'individuelle.

Enfin, sans faire appel à Marx ou Gramsci, on peut s'étonner de la méthode qui pense isoler les faits culturels de la vie sociale. Comment nier que la lutte des classes suppose le rapport entre le social et le culturel ? La « Déclaration de droits de l'Homme et du citoyen » est ainsi le lieu de rencontre entre les idées d'émancipation, les mouvements sociaux, l'action des citoyens, les forces politiques populaires perpétuellement en cours de constitution. De même,

comment soutenir que « le système économique dominé par la globalisation ... de plus en plus dirigé par le capitalisme financier, se sépare de tous les aspects sociaux et politiques de la vie économique pour ne viser que le profit maximum » ? C'est bien là son but essentiel, mais cela passe par le recours à l'hégémonie sur tous les secteurs de la vie sociale et c'est encore un enjeu de toutes les luttes actuelles. ■



## GÉRARD NOIRIEL

*Dire la vérité au pouvoir (les intellectuels en question)* Agone, 2010.

Par **ADRIEN TIBERTI**

Cet ouvrage est la version revue et augmentée d'un livre du même auteur datant de 2005 : *Les Fils maudits de la République*. Noiriël est un historien touche à tout qui s'est intéressé aux ouvriers, à l'immigration, au théâtre ou, pour ce livre, aux intellectuels. Son propos est assez simple. Depuis l'irruption des « intellectuels » dans la sphère publique lors de l'affaire Dreyfus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il est possible de définir trois types d'intellectuels, « l'intellectuel de gouvernement », « l'intellectuel critique » et enfin « l'intellectuel spécifique ». Le livre de Gérard Noiriël ne va pas beaucoup plus loin que cette typologie et s'avère assez rapidement beaucoup moins intéressant et utile que l'ouvrage de Michaël Christoferson, *Les intellectuels contre la gauche*. Dans ce dernier ouvrage, en effet, est démontré avec brio le rôle d'une grande partie des intellectuels, par le biais de « l'antitotalitarisme », dans la défaite idéologique de la gauche, et plus singulièrement des communistes, durant les années 70.

Pour revenir à Gérard Noiriël, le livre qu'il nous propose repose sur quelques définitions qui semblent bien courtes aujourd'hui. Ainsi l'intellectuel est réduit à l'universitaire, voire à l'universitaire en sciences humaines puisqu'aucun exemple de scientifique n'est développé. Cette définition étriquée limite singulièrement l'étude et permet ainsi une nouvelle fois de réduire les universitaires communistes à des intellectuels de parti. Gérard Noiriël ne cesse, en outre d'expliquer qu'un intellectuel est celui qui « dit la vérité au pouvoir au nom des opprimés ». Cette définition contestable n'est jamais justifiée. Mais il y a pire : à partir de l'étude de figures intellectuelles, Gérard Noiriël réhabilite l'analyse psycho-sociologique. Ainsi nous apprenons à quel point les enfances malheureuses de Péguy, Nizan, Sartre, Bourdieu ou Noiriël lui-même ont joué un rôle central dans leur parcours intellectuel. Cela ne semble pas très sérieux. ■



## FRANCK FISCHBACH

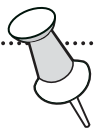
« *Marx et le communisme* », in *Actuel Marx* n° 48 (Communisme ?), 2010.

Par **PIERRE LAROCHE**



Consacrer un numéro à la question du communisme relevait pour la revue *Actuel Marx* au moins du défi, voire peut-être de la provocation. Gageure couronnée par un point d'interrogation, seule voie théorique pour sortir d'un problème à la fois décisif et insoluble. La contribution de Franck Fischbach, dont l'intitulé « *Marx et le communisme* » peut faire penser qu'il ne s'agit que d'une question d'histoire de la philosophie, permet en réalité de reformuler à nouveaux frais une problématique embrouillée dans les généralités ou la caricature. Contre ceux qui, engoncés dans l'utopie, ont cherché en vain à faire dire à Marx ce que devait être la société communiste, Franck Fischbach préfère jouer une autre carte et essayer de comprendre ce que signifie, selon Marx, être communiste dans une société capitaliste. Cette nouvelle position du problème est décisive à plus d'un titre. D'une part, elle rend caduque une facette du débat contemporain centrée, chez Slavoj Žižek par exemple, sur l'opposition entre un « socialisme » intrinsèquement pervers, dont le paradigme serait à trouver dans le régime soviétique ou dans les démocraties populaires du XX<sup>e</sup> siècle, et un « communisme » qui serait la vérité du projet marxien, opposition qui n'est qu'une manière un peu facile de se défaire des difficultés posées par ces États qui se sont réclamés du communisme. D'autre part, elle ne permet plus d'éviter la question de la pratique qui nous concerne encore aujourd'hui, et que Marx a formulée dans *L'Idéologie allemande* en définissant le communisme comme le « mouvement effectif qui abolit l'état de choses actuel ». Franck Fischbach s'éloigne ainsi des sentiers battus et présente les choses sous un jour nouveau : « le communisme est entièrement là, dans ce travail même et nulle part ailleurs, dans cette œuvre actuelle qui est à la fois (négativement) un travail politique de sappe de l'ordre existant et (positivement) la mise au jour (dans la théorie), autant que la mise en œuvre (dans la pratique), des formes de vie plus accomplies qui germent certes dans les flancs de la société actuelle, mais que celle-ci contraire, détourne et opprime constamment ». ■

Critiques coordonnées par  
**MARINE ROUSSILLON**



# AGENDA

## COLONIALISME

→ **JEUDI 13 JANVIER 2011 À 18H30** MARSEILLE

Auditorium des Archives et Bibliothèque départementales - 18-20, rue Mirès

« MARSEILLE ET LA TRAITE NÉGRÈRE » Conférence de Gilbert Buti et projection des photographies de Philippe Monges. (Informations complémentaires sur "http://www.approches.fr/Marseille-et-la-traite-negriere" le site d'Approches Cultures & Territoires).

## DÉVELOPPEMENT

→ **20, 21 & 22 JANVIER 2011** PARIS 14<sup>e</sup>

Maison internationale de la Cité internationale universitaire de Paris, 17 Bd Jourdan

« REPENSER LE DÉVELOPPEMENT ? » : c'est le thème du forum des associations. conférences, ateliers, débats, stands... Entrée libre et gratuite dans la limite des places disponibles. "http://www.nss-dialogues.fr/Forum-des-associations-01-2011" Inscription en ligne obligatoire. (Contact : Elisa Daurat - 01-40-97-71-16 ; edaurat@u-paris10.fr ; "http://www.nss-dialogues.fr/Forum-des-associations-01-2011").

## INFORMATIQUE

→ **JEUDI 27 JANVIER, DE 9H À 11H** LILLE

Maison de l'économie solidaire - 81 bis rue Gantois.

« LES LOGICIELS LIBRES DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE » : petit déjeuner autour de cette question (Réservation souhaitée : 03-20-30-98-25).

## UNE CRISE DE CIVILISATION ?

→ **28 & 29 JANVIER 2011** PARIS 75019

Espace Niemeyer 6 avenue Mathurin Moreau

organisé par Espaces-Marx en partenariat avec *Transform !* et la fondation Gabriel Péri

Colloque avec pour thème : Une Crise de civilisation ?

→ **VENDREDI 28 JANVIER 17H-19H SÉANCE D'OUVERTURE** avec :

Geneviève Azam, Universitaire, économiste ; Ariane Mouchkine, Fondatrice et animatrice du « Théâtre du Soleil » ; Immanuel Wallerstein, Historien et Sociologue ; Jean Ziegler, Sociologue, Vice-Président du comité consultatif des Droits de l'Homme de l'ONU ; Patrick Chamoiseau, Ecrivain (en attente de confirmation).

**20H-22H30 CRISE DU CAPITALISME : QUELLE CRISE ?**

Jean Christophe Le Duigou, Syndicaliste ; Michel Husson, Economiste, chercheur à l'IRES ; Pedro Paez, Ancien ministre de l'économie de l'Équateur et coordinateur de la « Banque du Sud » ; Stéphanie Treillet, Economiste, Fondation Copernic

→ **SAMEDI 29 JANVIER 9H30-12H**

**QUELLE NOUVELLE CONCEPTION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ?**

Nasser Mansouri, Syndicaliste, membre du C.E.S. ; Frédéric Lebaron, Sociologue, Université de Picardie ; Aurélie Trouvé, Ingénieur agronome, co-Présidente d'Attac France ; Marisa Matias, Sociologue, Députée européenne de la GUE, Portugal

**14H-16 H30 UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE DU LOCAL AU MONDIAL**

Céline Braconnier, Chercheuse en sciences politiques ; Michèle Descolonges, Sociologue, Université Paris X Nanterre, Présidente de l'ASTS. ; Maryse Dumas, Syndicaliste ; Marcel Gauchet, Philosophe, rédacteur en chef de la revue *le débat*

**17H-19H30 LES NOUVELLES CONDITIONS DE LA LUTTE DES CLASSES**

André Tosel, Philosophe ; Isabelle Garo, Philosophe ; François Micquet-Marty, Politologue et Président de l'institut Viavoice ; Joachim Bischoff, Conseiller de Hambourg, éditeur de la revue *Sozialismus*

**Inscription à retourner à :**

Marie Pierre Boursier : mariepierreboursier@espaces-marx.org.

Pour tous renseignements : 06 74 45 15 87 / 01 40 40 13 74)

27

# ■ APPEL À COMPÉTENCE

« Beaucoup mettent de l'énergie à résister, il en faut tout autant qui se mêlent du débat politique ! »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCE, a invité ainsi, l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

**Il s'agit d'ouvrir des espaces de travail par réseaux thématiques dans tout le pays.**

Nous voulons nous appuyer sur l'expertise professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences.

**La Revue du Projet est un outil au service de cette ambition.**

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

**LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS RAPIDEMENT CONTACT AVEC VOUS.**

Nom-Prénom : .....

Adresse:.....

.....

Portable ..... Email .....

Profession ..... centre d'intérêt ou de compétence .....

Vous connaître nous intéresse, contactez-nous à l'adresse suivante : [projet@pcf.fr](mailto:projet@pcf.fr)

Merci à toutes celles et tous ceux qui nous ont déjà contactés.

ENTRETIEN AVEC **JEAN SALEM\***

\*Jean Salem est un philosophe français, né le 16 novembre 1952, professeur de philosophie à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne et directeur du Centre d'histoire des systèmes de pensée moderne depuis 1998. Il est le fils du journaliste Henri Alleg.  
<http://www.marxau21.fr/>

## Vers quels lendemains ?

Un communiste, selon moi, ça ressemble un peu à Diogène qui, lorsqu'on lui demandait : « Pourquoi entres-tu toujours au théâtre par la porte de derrière ? » répondait : « parce que tout le monde entre de l'autre côté ».

● **Jean Salem, en tant que philosophe et observateur critique de votre époque, vous paraît-il encore possible d'infléchir le cours de la mondialisation ?**

**Jean Salem :** Chacun s'accorde à poser le même diagnostic : à parler d'une époque de crise. Et même d'une crise de civilisation. La situation générale ne paraît guère enthousiasmante, en effet. Un des scénarios les plus plausibles pour le futur proche réside dans une attaque que l'Empire (j'entends par là l'administration américaine) pourrait entreprendre contre l'Iran et, pourquoi pas, contre la Chine. À la différence de ce qui s'est passé à l'époque de la crise de 1929, les peuples n'ont même pas un espoir vers lequel orienter leurs regards. Car cette époque était celle du premier essor de l'Union soviétique et d'un mouvement communiste mondial. Et quand la catastrophe a eu lieu, c'est à Stalingrad, ville un peu trop oubliée à mon goût, que le sort des armes a tourné. Dans le bon sens. – Au lieu qu'on n'évoque même plus aujourd'hui, dans les manuels d'économie destinés aux jeunes lycéens français, la possibilité d'une économie planifiée, le fait pourtant difficile à nier qu'une autre économie que l'économie capitaliste a effectivement existé, avec ses échecs et ses réussites, pendant près de 70 ans. C'est d'ailleurs toute l'histoire du mouvement ouvrier, et non pas seulement celle du « socialisme réel », qu'on a provisoirement fait passer à la trappe.

Cet état de choses pourrait inciter à un pessimisme absolu si des résistances toujours plus massives ne venaient à éclore dans le monde entier. Ce qui manque cruellement à ces résistances, ce sont, notamment dans la vieille Europe, des organisations soudées, résolues, communistes, qui ne pense-

raient pas que, du passé, nous ne pourrions qu'avoir honte ! À ce propos, j'affirme qu'inévitablement, en vertu de la loi dite des vases communicants, une révision de toutes les âneries qui ont été proférées sur le socialisme réel, s'imposera. Je constate d'ailleurs avec joie que les jeunes gens – à qui le présent système n'offre rien que la précarité, le chômage et la guerre généralisée – ne passent pas leur temps à se tirer littéralement dans les pieds à l'inverse de ce que font encore bon nombre de sexagénaires : autrement dit, ils ne se répandent pas, au détour de chaque phrase et avant chaque ascension de leur petit doigt, sur les crimes avérés de Staline et sur l'horreur supposée de l'ensemble du passé soviétique.

De fait la « gauche », pour une large part, a viré à droite. Dans les pays occidentaux, le système des médias a contribué à formater durablement les cerveaux, à anéantir toute faculté d'analyse un tant soit peu autonome, un tant soit peu rebelle chez ce qui reste du citoyen. J'avais tenté de montrer cela dans mon essai intitulé *Rideau de fer sur le Boul'Mich*, que les éditions Delga ont réédité récemment. En France, dans un de ces très nombreux pays où l'abstention progresse chaque jour dans les têtes comme dans les urnes, journalistes aux ordres et demi-savants débattent à l'infini au sujet des cotes de popularité totalement « pipeautées » de tel ou tel mannequin prétendument « socialiste ». Et l'on aura pu amuser la planète entière, pendant près de deux années (2007-2008), à propos de la vaste question consistant à savoir si ce serait un homme de race noire (Obama) ou bien plutôt une femme de race blanche (Hillary Clinton) qui prendrait le relais du sinistre Bush pour signer les ordres

de bombardements aériens visant des Afghans, des Pakistanais et, maintenant, les habitants du Yémen. Après cela, certains, jusque dans nos rangs, parlent gentiment de « démocratie », comme si ce mot pouvait désigner exactement les mêmes choses pour ceux qui rejettent le capitalisme et pour ses meilleurs promoteurs.

Alors, voyez-vous, je suis à la fois désespéré et déterminé. Désespéré du manque cruel de perspective pour nos luttes, et déterminé parce que conforté par mille succès plus ou moins locaux. Ainsi, accueillir des centaines de personnes à la Sorbonne dans le cadre d'un séminaire consacré à Marx, cela prouve au moins que nous sommes sortis des années de plomb. À une échelle autrement plus vaste, **on peut constater que 3 des 12 millions d'habitants que compte un pays comme le Portugal se sont mobilisés le 24 novembre dernier** afin de participer à une grève de protestation contre une politique qui entend faire payer aux populations les spéculations auxquelles se sont livrés banquiers, traders et autres gens comme il faut. On peut se réjouir, enfin, du regain des luttes – ici, en France, mais aussi en Grèce, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne même, etc. Voilà qui est encourageant.

● **Nous avons vu, précisément avec la crise financière qui a touché durement et sans doute durablement notre pays, un regain d'intérêt pour Marx afin de penser les problèmes posés dans la modernité. Quel sens donnez-vous à ce sursaut ?**

**J. S. :** À la Foire du livre, à Francfort, l'an passé, on a beaucoup parlé du grand succès en librairie d'un certain... Karl Marx. En France, vous aurez noté que les éditions Gallimard ont réédité *le*

*Capital*, dans la traduction de M. Rubel. Très grand succès de librairie, également ! Dans ce monde dont la « culture » est tout entière dominée par la vulgarité stupide que distillent les grandes chaînes de télévision ou par des passe-temps souvent peu « sociaux », **je crois qu'il est évident qu'une conception générale du monde, décrivant le capitalisme tel qu'il était au XIXe siècle, un capitalisme dont les effets rappellent de plus en plus furieusement ce vers quoi notre société est revenue, - je crois qu'une telle conception est inévitablement intéressante, attirante, stimulante.**

La révolution ne naîtra certes pas de la seule étude des livres ni d'un forum de discussion. Mais l'attrait vers la théorie pourrait précéder de très peu le besoin d'une organisation sérieuse, structurée, où chacun ne dirait pas n'importe quoi devant la première caméra venue, mais où tous se donneraient pour consigne de donner corps, de donner suite, de donner vie aux décisions et aux mots d'ordre sur lesquels on s'est préalablement accordé. Bref, l'ABC, ce serait que la « gauche » véritable se dote très vite d'une discipline au moins comparable à celle qui peut régner dans le plus mou des partis de droite ! – Nombreux sont ceux qui considèrent aujourd'hui qu'il n'existe pas encore de relais à la hauteur de leur colère, de leur détermination, de leur volonté d'en découdre pacifiquement, s'ils le peuvent, par la force, s'ils le doivent, ainsi que disaient les chartistes anglais, au XIXe siècle. Un tel relais ne paraît exister vraiment ni dans les directions syndicales ni, hélas, dans l'actuelle nébuleuse que l'on appelle (avec une constance toujours moins crédible) la « gauche » française.

● **Si donc on se demandait : où va le marxisme ? Vous seriez tenté de dire que son devenir philosophique est assuré ?**

**J. S. :** Je dirais même que quand je lisais *le Manifeste du Parti communiste*, à 15 ans, je me posais quelques questions que, de nos jours, on ne se pose plus ! Tant ce petit livre est actuel !

On ose aujourd'hui, comme vous le savez, parler des « trente glorieuses » – comme d'une évidence. Alors que ces trente années d'indéniable expansion économique ne furent évidemment pas « glorieuses » (économiquement) pour tout le monde ! Ni pour la planète considérée globalement, ni pour les plus pauvres au sein même des métropoles du capitalisme. Mais il demeure que l'idée

d'une concurrence entre ouvriers, par exemple, dans un pays de quasi-plein emploi, pourvu de syndicats puissants, comme l'était la France des années 1970, m'avait parue assez obscure.

Aujourd'hui, en période de chômage et de récession, chacun sait bien de quoi parlaient les auteurs du *Manifeste* en usant de cette expression : elle signifie qu'en temps de crise, si tu n'es pas content, dix autres peuvent prendre ta place !

Autre exemple : l'idée qu'une paupérisation absolue de la classe ouvrière fût possible sur une longue période faisait rire les moins malveillants à l'époque du tout automobile et du tout robot ménager. Mais aujourd'hui, les lendemains paraissent devoir être bien plus durs aux enfants que ne l'avaient été les « trente glorieuses » pour leurs ascendants.

Et l'idée censément catastrophiste du jeune Marx et du jeune Engels selon laquelle notre société tend vers la constitution de deux pôles, avec une poignée de millionnaires à un pôle et, au pôle opposé, d'innombrables légions de pauvres, ne peut plus faire hausser les épaules à personne.

● **Vous validez ainsi la phrase de J. Derrida « ce sera toujours une faute de ne pas lire et relire et discuter Marx. [...] Il n'y aura pas d'avenir sans cela. Pas sans Marx, pas d'avenir sans Marx. » ?**

**J. S. :** Tout à fait. J'avais, comme d'autres, écrit à Derrida afin qu'il sache que j'avais été touché par le fait qu'il avait publié un livre intitulé *Spectres de Marx*. Je lui avais adressé ma propre édition des *Manuscrits de 1844*, en signant : « Un ami des spectres ». Il faut dire qu'à cette date-là (1993) une « extrême-gauche » parfaitement hurluberlue hurlait avec les loups et se réjouissait sans la moindre nuance de la destruction d'une Union soviétique couramment présentée comme une deuxième Allemagne nazie. Ce n'était donc pas franchement la mode que de prétendre évoquer l'ombre de ce grand mort. Bien peu, dans l'Université française, dans un contexte qu'Eric Hobsbawm a caractérisé comme celui de l'« anti-marxisme hargneux », auraient alors osé se déclarer amis d'un tel spectre.

● **Le PCF fête ce week-end ses 90 années d'existence. Que retenez-vous de l'action et du rôle du Parti Communiste Français dans l'histoire de notre pays au XXe siècle ?**

**J. S. :** Je retiens deux choses. Premièrement, on n'a plus l'air d'un

Martien complet, voire on attire une certaine sympathie si l'on fait savoir que c'est de ce bord-là que l'on vient, qu'on n'a toujours pas « mangé son chapeau », et qu'on n'a pas vendu son engagement de jeunesse contre un plat de lentilles social-démocrates (voyez Bernard-Henri Lévy et autres petits marquis) ou contre un ralliement à l'idéologie « néo-con » (voyez Kouchner et ses émules).

Deuxièmement : une histoire glorieuse. Que l'on refasse ou non l'histoire, qu'on la maquille ou qu'on la truque, que l'on s'attache à relever telle erreur possible ou qu'on épilogue sur telle décision contestable, il reste que le seul Parti qui, en tant que parti, s'est opposé avec la constance d'un métronome à l'injustice, aux affairistes, aux gangsters de la finance et aux vendeurs d'armes, au nazisme, au racisme, aux guerres coloniales et à la compromission avec le système, ce fut, tout au moins jusque dans les années 1975, le Parti Communiste Français.

● **En quoi justement, pour vous et certains de vos confrères, philosopher peut être compris comme un acte de résistance ?**

**J. S. :** On peut philosopher au service des puissants ou des bien-pensants. On peut aussi pratiquer la chose dans les limbes, et prétendre ne se mouvoir que dans un univers irréel et désincarné. Bref, il existe une certaine philosophie spiritualiste qui peut ne déranger personne. Mais si vous voulez que je sois « fédérateur » et confraternel à toute force, je reconnaitrais pourtant ceci de bonne grâce : c'est sans doute, de nos jours, une manière, même timide, de résister que d'avoir le souci de la culture et de s'opposer à la barbarie qui vient, de penser que la culture vaut par elle-même, d'être certain que l'on parlera encore d'Aristote et de Démocrite dans des millénaires alors que les noms de Sarkozy et de Berlusconi ne diront plus rien à personne. Car le seul fait de mettre les mains sur les hanches et de dire ce que me disait le recteur de l'Université de Moscou, en 2005 – « on ne peut tout de même pas construire un pays avec seulement des étudiants en droit et des étudiants en business ! » –, cela suffit pour signaler que l'on entend s'opposer au désastre culturel qui menace. Les hommes, au demeurant, ne sauraient supporter indéfiniment que tout : la vie, la santé, l'humour, les arts, la beauté, l'amour même et la connaissance... que tout cela passe après les sacro-saintes « lois » du marché, des coups de bourse, de la pub et du marketing ! ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR **NICOLAS DUTENT**

Par **FRANK MOULY\***

# Internet et représentations

Les informations qui s'échangent par milliards à chaque seconde sur internet ne sont pas des biens comme les autres. L'information ne nous est plus seulement délivrée mais nous pouvons la recomposer, l'enrichir et la rediffuser.

\* **Frank Moully** est membre du conseil national du PCF, en charge de la nouvelle plateforme web.

« *Il y a plus de communisme dans la sécurité sociale que dans le manifeste de Marx et Engels* ». La formule du philosophe Arnaud Spire, est d'abord une invitation à regarder autour de nous ce qui conteste en acte l'ordre capitaliste, ce qui révolutionne les rapports sociaux, économiques et culturels. Le terme de révolution vient lui-même très vite sur les lèvres dès qu'on évoque les bouleversements produits en quelques années par l'irruption de l'Internet dans la plupart des activités humaines : travail, éducation, loisirs, création artistique, recherche, etc... Parce que la vulgate, à l'image de Steve Jobs devant son Ipad, a transformé le mot de « révolution » en gimmick qualifiant tout ce qui est appelé à devenir demain obsolète, il ne faudrait pas renoncer à observer les propriétés radicalement nouvelles et subversives de l'Internet et surtout le fait qu'elles constituent un nouveau réservoir de représentations de la transformation sociale. Il y a dans les pratiques et l'arrangement même de cet espace quelque chose du récit révolutionnaire. Cet univers naissant ne dit-il pas dès lors quelque chose d'un communisme en quelque sorte affleurant, que nous devrions non seulement mesurer, ausculter, mais aussi nommer.

À l'évidence, la portée des choix techniques réalisés il y a 40 ans continuent de marquer profondément le fonctionnement du réseau tel que nous le connaissons aujourd'hui. TCP-IP<sup>1</sup>, le

protocole, sorte d'espéranto des ordinateurs leur permettant de dialoguer par delà leurs différences, qui en constitue le socle technique, la structure profondément décentralisée et distribuée<sup>2</sup> du réseau, la distinction entre son architecture physique d'une part et les services et contenus d'autre part, ont conféré incidemment des propriétés inédites à ce réseau.

L'expérimentation quotidienne de ces propriétés par plusieurs milliards d'êtres humains contribue à replacer au cœur du débat public des enjeux qui nous sont familiers et que la vague idéologique libérale avait balayés.

## PARTAGE ET CULTURE READ-WRITE

À commencer par le fait que les informations qui s'échangent par milliards à chaque seconde sur l'Internet ne sont pas des biens comme les autres. À la différence des biens matériels qui sont détruits dès lors qu'ils sont consommés, l'information est duplicable à l'infini à un coût marginal à peu près négligeable. Une propriété dont chaque internaute fait l'expérience au quotidien et qui le conduit nécessairement à s'interroger sur la théorie de la valeur qui fonde l'actuelle économie de l'immatériel : pourquoi devrais-je payer ce qui a depuis longtemps été « rentabilisé » ? Pourquoi ne pourrais-je pas à mon tour partager cette musique, ce film, cet article qui a attiré mon attention ? Qu'est ce qui justifie cet ordre ?

**Le goût de l'utopie semble de retour : Internet nous raconte un monde dans lequel je peux non seulement tout lire, tout écouter, tout regarder, mais aussi remixer, détourner et donc réinterpréter ces objets.** Les industries culturelles qui au XX<sup>e</sup> siècle avaient prospéré sur le modèle read-

only, c'est à dire celui d'un accès « en lecture seule » à une œuvre, sont confrontées au développement de pratiques read-write<sup>3</sup>, c'est à dire d'une extension de liberté dans notre rapport à une œuvre, à l'information, qui ne nous est plus seulement délivrée mais que nous pouvons recomposer, enrichir et rediffuser. L'enthousiasme que génèrent ces nouvelles pratiques est palpable, ainsi que l'inquiétude à l'égard de ce qui pourrait restreindre leur champ d'application, comme par exemple la remise en cause de la neutralité du réseau<sup>4</sup>. Au fond parce que les vertus de ces objets, ces savoirs me fabriquent, me rendent libres, ils ne peuvent qu'être eux-mêmes libérés de ce qui entrave leur circulation, leur appropriation.

**Wikipedia** constitue sans nul doute la plus éclatante évocation de mythologies progressistes qu'elle revisite : universalisme, libre accès mais également coopération, autogestion... Le logiciel libre en est une autre, plus discrète, mais tout aussi fondamentale car pour reprendre la formule de Lawrence Lessig, si sur l'internet le code c'est la loi<sup>5</sup>, s'il dicte la loi, le libre accès au code et à sa formation est l'indispensable garantie que les États de droit se doivent de procurer aux citoyens du cyberspace. L'épopée du « libre » n'exprime plus dès lors de simples choix technologiques, mais la nécessité d'un principe constituant d'une déclaration universelle des droits de l'homme numérique dans une langue commune, opensource.

Mais si l'Internet désigne de nouveaux champs de conquête et d'émancipation qui peuvent participer à revivifier, à reformuler l'ambition de transforma-

# de la transformation

tion, il concrétise dans le même mouvement les dystopies courantes de la littérature d'anticipation.

**L'univers numérique ne fait pas qu'enthousiasmer, il inquiète.** Le récit du futur de notre humanité emprunte évidemment les manières d'un tableau orwellien : celui de la surveillance par l'État ou la structure entrepreneuriale toute puissante, voir pire, celui de la vigilance curieuse et gourmande de chacun envers tous. Les technologies de l'information fournissent à ce pronostic totalitaire un matériau abondant, reconnaissons-le : puces RFID, traçabilité permanente, profiling, data mining, Facebook, etc... l'interconnexion généralisée, les possibilités de traitement de l'information offertes par

la croissance exponentielle de la puissance de calcul décrivent les confins d'un monde monitoré, absolument sous contrôle. L'inquiétude, l'imminence terroriste et guerrière infiniment ressasés, tirent non seulement la légende de l'Internet de ce côté obscur, mais ils justifient l'arsenal juridique qui se met en place progressivement pour normaliser l'inspection de notre identité et de nos activités numériques bien au-delà du soupçonnable (Patriot Act aux USA et Loppsi 2 en France). On ne peut alors qu'en conclure : « Tout cela va mal finir ».

Enfer probable ou Eden possible, la diversité des représentations véhiculées par l'internet ne dépeignent pas seulement un paysage idéologique et

politique. Ils proposent une manière d'affrontement. Ils forment dès lors une nouvelle toile de fond de l'engagement, une grammaire qui participe de notre structuration politique, et singulièrement de celle des moins de 30 ans. Ce qui devrait, pour le moins, mériter toute notre attention et nous inviter à contribuer à cette geste numérique. ■

1) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Suite\\_des\\_protocoles\\_Internet](http://fr.wikipedia.org/wiki/Suite_des_protocoles_Internet)

2) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Architecture\\_distribuée](http://fr.wikipedia.org/wiki/Architecture_distribuée)

3) [http://www.lessig.org/blog/2006/01/the\\_readwrite\\_internet.html](http://www.lessig.org/blog/2006/01/the_readwrite_internet.html)

4) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Neutralité\\_du\\_réseau](http://fr.wikipedia.org/wiki/Neutralité_du_réseau)

5) <http://www.framablog.org/index.php/post/2010/05/22/code-is-law-lessig>

## LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



**Patrice Bessac**  
Responsable national du Projet  
projet@pcf.fr



**Stéphane Bonnery**  
Formation/Savoirs, éducation  
recherche  
stephane.bonnery@wanadoo.fr



**Nicolas Bonnet**  
Sport  
nbonnet@pcf.fr



**Hervé Bramy**  
Ecologie  
hbramycg93@wanadoo.fr



**Ian Brossat**  
Sécurité  
ian.brossat@paris.fr



**Laurence Cohen**  
Droits des femmes/Féminisme  
cohenperdrix@gmail.com



**Xavier Compain**  
Agriculture/Pêche  
jyoudom@pcf.fr  
ssimonin@pcf.fr



**Olivier Dartigolles**  
Europe  
odartigolles@pcf.fr



**Yves Dimicoli**  
Economie Finances  
ydimicoli@pcf.fr



**Jacques Fath**  
Relations internationales,  
paix et désarmement  
jfath@pcf.fr



**Olivier Gebhurer**  
Enseignement supérieur  
et recherches  
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



**Jean-Luc Gibelin**  
Santé Protection sociale  
jean-luc.gibelin@orange.fr



**Isabelle De Almeida**  
Jeunesse  
isabelle.dealmeida@numericble.fr



**Fabienne Haloui**  
Lutte contre racisme,  
antisémitisme et discriminations  
fabienne.haloui@orange.fr



**Alain Hayot**  
Culture  
ahayot@pcf.fr ou  
ahayot@regionpaca.fr



**Valérie Goncalves**  
Energie  
val.goncalves@free.fr



**Jean-Louis Le Moing**  
Dom-tom  
jllemoing@pcf.fr



**Danièle Lebaïl**  
Services Publics et solidarités  
d.lebaïlcoquet@wanadoo.fr



**Isabelle Lorand**  
Libertés et droits de la personne  
liberte@pcf.fr



**Sylvie Mayer**  
Economie sociale et solidaire  
mayersy@wanadoo.fr



**Catherine Peyge**  
Droit à la ville, logement  
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



**Gérard Mazet**  
Transports  
gmazet@pcf.fr



**Eliane Assassi**  
Quartiers populaires et libertés  
elianeassassi.contact@gmail.com



**Richard Sanchez**  
LGBT  
rsanche@pcf.fr



**Véronique Sandoval**  
Travail  
vsandoval@espaces-marx.org



**Jean-François Téaldi**  
Droit à l'information  
jean-francois.tealdi@francetv.fr



**Nicole Borvo**  
Institutions, démocratie, justice  
m.dagorn@assistants.senateurs.fr



**Jean-Marc Coppola**  
Réforme des collectivités locales  
jmcoppola@regionpaca.fr



**Jérôme Relinger**  
Révolution numérique  
et société de la connaissance  
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *CommunisteS*  
du 22 septembre 2010

## L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Patrice Bessac**  
Responsable  
de la Revue



**Cécile Jacquet**  
Secrétaire  
générale



**Jean-Marie Doussin**  
Collaborateur



**Noëlle Mansoux**  
Secrétaire  
de rédaction



**Gérard Streiff**  
Combat d'idées



**Marine Roussillon**  
Pages critiques



**Alain Vermeersch**  
Revue de livres



**Frédo Coyère**  
Maquette et  
graphisme

**COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010** : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz  
Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli  
Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaingne.